



Quand les filles deviennent tigresses

Cahier Actuel, page B1
Coyote Ugly

Le vrai monde de Nathalie

Nathalie Petrowski, page A5



Nouveau virage à la FFQ

Vivian Barbot veut rapprocher les femmes des communautés culturelles

SILVIA GALIPEAU

LA FÉDÉRATION des femmes du Québec (FFQ) veut se rapprocher des femmes des communautés culturelles. C'est là l'une des premières résolutions adoptées hier sous la gouverne de sa nouvelle présidente, Vivian Barbot, un mandat que la principale intéressée entrevoit sous le signe de la continuité, « avec toutes les nouveautés ».



Vivian Barbot

David est haïtienne d'origine et vit au Québec depuis une trentaine d'années. Elle souhaite aussi que sa

Voir FFQ en A2



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Roule qui peut!

Malgré le ciel nuageux et une grosse averse dans l'après-midi, les 30 000 mordus de la bécane attendus au 17^e Tour de l'île de Montréal ont été fidèles au rendez-vous, hier matin. La colorée cohorte de cyclistes a roulé à bon rythme sur le parcours de 66 km, même si quelques centaines ont abandonné à cause de la pluie. Tracé cette année dans l'ouest de la ville, le circuit les a amenés tantôt sur les rives vertes du lac Saint-Louis, tantôt dans les rues du centre-ville. À lire en page E3.

RAYONNEMENT DE MONTRÉAL

Le Grand Prix remporte la palme

HUGO DUMAS

Parmi la kyrielle d'événements majeurs et de festivals qui colorent la métropole, ce n'est ni le jazz, ni l'humour, ni les films du monde, mais bien le Grand Prix du Canada de Formule 1 qui, dans l'esprit des Québécois, contribue le plus au rayonnement de Montréal à l'étranger.

C'est ce qui ressort d'un sondage SOM-La Presse réalisé entre le 4 et le 15 mai auprès de 1019 répondants répartis un peu partout au Québec. Environ 38 % des gens interrogés estiment que le concert bruyant de la F1, qui débute aujourd'hui, est l'événement qui donne le plus de notoriété à Montréal dans le monde, plus que le Festival international de jazz de Montréal (26,5 %), que le Festival Juste pour rire (13,9 %), que le

Festival des films du monde (8,1 %) et que les Internationaux de tennis du Canada (7,5 %).

Les 25-34 ans considèrent à 47,4 % que le Grand Prix du Canada est l'événement le plus important pour le rayonnement de la ville du maire Bourque. Chez les 65 ans et plus, la F1 reste le choix numéro un pour la notoriété de la ville (32,4 %), mais le tennis prend du gallon : 19,4 % des sondés dans cette tranche d'âge croient que les exploits des Anna Kournikova et Andre Agassi servent mieux à faire connaître Montréal dans le monde. Mieux en tout cas que le Festival de jazz, qui arrive au troisième rang avec 16,5 %. « C'est énorme », commente l'analyste de la firme SOM, Guy Larocque, qui constate aussi que plus les sondés sont scolarisés, plus ils aiment le festival de jazz.

Par contre, quand on demande aux gens quel événement les

Voir GRAND PRIX en A2
L'éditorial d'André Pratte en A10

Avez-vous vu Julia?



YVES BOISVERT

La semaine du Grand Prix n'est pas seulement festive, elle est aussi pédagogique. C'est inouï ce qu'on peut apprendre en sept jours.

Laissons de côté pour aujourd'hui la différence entre le survirage et le sous-virage et réglons une question plus angoissante : à quoi reconnaît-on un membre du jet set? Ne nous laissons pas bernier par le mot « jet », ça n'a rien à voir avec le fait de se déplacer en avion.

Qui est du jet set? Quelqu'un

dont on chuchote qu'il viendra à l'ouverture d'un restaurant, mais qui ne vient jamais. Julia Roberts, indéniablement, fait partie du jet set. Tout le monde l'espérait samedi soir à l'ouverture du resto-bar de Jacques Villeneuve. Elle n'y était pas : bravo, elle se qualifie.

Il ne suffit pas d'être invité et de ne pas se faire voir. Ce serait trop facile. Pierre Bourque, par exemple, n'a trompé personne en ne se présentant pas au Newtown.

Autre indice : plus la limousine dans laquelle la personne se déplace est blanche, plus elle est longue, moins il y a de chance qu'elle fasse partie du jet set. Quand le véhicule s'appelle *Hollywood Dream*, comme celui d'une dimension pathétiquement exagérée qui s'est arrêté vers 19 h, tous les curieux peuvent ranger leur caméra : le jet set ne

monte jamais là-dedans.

« Les gens ne sont pas habitués au jet set à Montréal, parce qu'il n'y en a pas ; voyons, pourquoi des clôtures et des centaines de curieux, c'est seulement une ouverture de restaurant! » m'a dit samedi un invité qui fréquente New York et Los Angeles et s'estime spécialiste du sujet.

S'il n'y en a guère à Montréal, il y en a quand même de passage et jamais autant, en même temps, que pendant la semaine du Grand Prix de Formule 1. Une semaine lancée officiellement par l'ouverture du Newtown samedi.

En plus du pilote québécois, son ami David Coulthard, numéro deux au championnat du monde, y était.

Voir JULIA en A2

SONDAGE SOM > LA PRESSE GRAND PRIX DU CANADA

Lequel des événements suivants est le plus important pour le rayonnement de Montréal à l'étranger selon vous?

Le Grand Prix du Canada de F1	38,4 %
Le Festival international de jazz de Montréal	26,5 %
Le Festival Juste pour rire	13,9 %
Le Festival des films du monde	8,1 %
Les internationaux de tennis du Canada	7,5 %
Ne sait pas/ne répond pas	5,6 %

Personnellement lequel de ces événements vous intéresse le plus?

Le Grand Prix du Canada de F1	27 %
Le Festival Juste pour rire	26,5 %
Le Festival international de jazz de Montréal	21,9 %
Le Festival des films du monde	9,6 %
Les internationaux de tennis du Canada	9,3 %
Ne sait pas/ne répond pas	5,7 %

Ce sondage téléphonique a été réalisé par SOM, du 4 au 15 mai 2001. Au total, 1019 entrevues ont été effectuées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. On estime le taux de réponse obtenu à 57%, alors que le taux de personnes qui n'ont pu être jointes au cours de la période d'enquête se situe à 10% et la proportion de refus à 33%. La marge d'erreur échantillonnale sur une proportion estimée est d'au plus 3,5% au niveau de confiance de 95%. Pour les trois dernières questions, seuls les sondés qui ont indiqué s'intéresser à la course automobile ont été retenus, ce qui a ramené la taille de l'échantillon à 746 personnes.

Le nouveau roi du Népal est mort

Personne ne croit à la thèse du nouveau régent, qui soutient que la tuerie du palais royal a été « accidentelle »

d'après AFP et AP

KATMANDOU — Le nouveau roi du Népal, Dipendra, est mort des suites de ses blessures à l'hôpital de Katmandou ce matin, ont annoncé les autorités.

Une réunion du Conseil d'État, le Raj Parishad, a été convoquée aujourd'hui pour annoncer officiellement la mort du monarque et proclamer roi son oncle, le Prince Gyanendra.

L'ancien prince héritier était dans le coma après avoir assassiné ses parents et six autres membres de la famille royale et retourné son arme contre lui. Il avait été proclamé roi dès l'annonce de la mort

de son père, le roi Birendra.

Deux jours après le drame, le régent, frère aîné du roi défunt, s'employait à sauver l'honneur du palais et, au-delà, de tout un pays. Le prince Gyanendra a ainsi affirmé hier que le roi Birendra, la reine Aishwarya et six autres altesse royales avaient été victimes de tirs « accidentels » d'arme automatique.

Cette version vient contredire



Le prince Dipendra

celle d'autres dirigeants népalais, qui ont annoncé samedi que le prince héritier Dipendra, âgé de 29 ans, avait tué ses proches et blessé trois autres personnes à la suite d'une violente dispute relative à ses projets de mariage.

Selon un haut responsable de l'armée, le « prince poète », comme le surnomment les Népalais, aurait exprimé le souhait d'épouser une jeune femme issue d'une ancienne famille régnante. Un choix qu'aurait réprouvé sa mère la reine.

« Même un fou ne croirait pas à

Voir NÉPAL en A2
Autres informations en A8



VINCENT MARISSAL

ÉTATS-UNIS
RECHERCHE ÉNERGIE

LUN | 3 > L'Alberta aux aguets

L'Ouest canadien connaît aujourd'hui un incroyable boom économique grâce à l'or noir de l'Alberta. Et il lui suffit de se tourner vers la frontière sud pour savoir que le meilleur est encore à venir. La semaine prochaine, le premier ministre Ralph Klein se rendra à Washington pour rappeler aux Américains en manque d'énergie que du gaz naturel, le nord de sa province en a à revendre. À lire en page D5

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Le monde	A7, A8
Arts	cahier C	Loteries	A2, A4
- horaire spectacles	C4	Mots croisés	C9, S10
- horaire télévision	C2	Mot mystère	C9
- cinéma maison	C2	Petites annonces	
Auto	D10-D12	- immobilier	E4
Bandes dessinées	C9	- marchandises	E5
Bridge	E7	- emplois	E5
Décès	E7	- automobile	E5, E6
Économie	cahier D	- affaires	D5
Éditorial	A10	Politique	A4
Êtes-vous observateur	E4	Quoi faire	C6
Feuilleton	C9	Têtes d'affiche	C8
Forum	A11		
Horoscope	E6		

MÉTÉO Voir page C10
Nuageux avec averses
Maximum 19, minimum 12



GRAND SPÉCIAL JAUNE



1,9%
de financement

Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Voyez votre concessionnaire Chevrolet Oldsmobile participant pour tous les détails.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Tout est à votre goût, Mister Jacques?

Mais qui sont Benoît Dupuis et Jean-Pierre LeTourneux, les architectes du restaurant de Jacques Villeneuve, le Newtown? Pas n'importe qui, justement. Quoique discrets et souvent portés sur la création en équipe, ces deux diplômés de l'Université Laval en 1983 et associés depuis 1989, sont de cette (encore assez) jeune génération d'architectes créateurs qui se réclament d'une « démarche », nourrie de recherches et de questionnements.

À lire demain dans le cahier Actuel.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces (514) 285-7111
Télécopieur: (514) 848-6287
Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements (514) 285-6816
Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Détailants (514) 285-6931
National et Télé-Plus (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur: (514) 285-7039
Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30
Samedi: 7 h à midi / Dimanche: 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: **5-2-7** > À quatre chiffres: **0-4-3-0**

SUITES DE LA UNE

GRAND PRIX

Suite de la page A1

intéresse le plus personnellement, les réponses diffèrent. Globalement, le Grand Prix remporte toujours la palme (27 %), mais il est talonné par le Festival Juste pour rire (26,5 %). Le Festival de jazz arrive au troisième rang (21,9 %), suivi du Festival des films du monde (9,6 %) et des Internationaux de tennis du Canada (9,3 %). Si les FrancoFolies de Montréal ne se retrouvent pas dans la liste, c'est tout simplement qu'elles ne faisaient pas partie des choix proposés aux sondés.

Surprise: les francophones aiment mieux les blagues de Juste pour rire (30 %) que le rugissement des moteurs des F1 (26,4 %). Et les anglos s'intéressent plus au jazz (31,2 %) qu'à la course automobile (29,4 %). « Le Grand Prix est peut-être l'événement le plus important pour Montréal selon eux, mais ce n'est pas nécessairement l'événement qu'ils préfèrent ou qui est le plus accessible pour eux », précise Guy Larocque.

S'ils avaient le choix d'un cadeau parmi une liste suggérée, 41 % des sondés opteraient pour une paire de laissez-passer pour le week-end du Grand Prix, 19 % prendraient deux billets dans les rouges pour quatre matches du Canadien et 16,7 % jetteraient leur dévolu sur deux billets pour deux semaines aux Internationaux de tennis du parc Jarry.

Le Grand Prix est cependant un événement de riches, note Guy Larocque. Une grande majorité des répondants au sondage (84 %) ont d'ailleurs indiqué que le prix des billets était trop ou assez dispendieux. À peine 6 % ont trouvé que les tickets coûtaient peu ou pas cher. Rappelons que pour les questions plus précises sur le sport automobile, seuls les 746 répondants qui ont dit s'intéresser à la Formule 1 ont été

considérés. Les autres ont été retranchés.

Des 746 sondés qui ont dit connaître la course automobile, seulement 20 % ont déjà assisté à un Grand Prix dans l'île Notre-Dame. Proportionnellement, les anglophones (32 %) sont beaucoup plus nombreux que les francophones (17 %) à s'être rendus au circuit Gilles-Villeneuve.

Par ailleurs, la bonne organisation de l'événement fait l'unanimité: près de 93 % ont souligné que le Grand Prix était très bien ou plutôt bien organisé. « C'est remarquable. Normand Legault doit être très fier. C'est quelque chose qui réjouit tous les conseils d'administration », souligne Guy Larocque. Seulement 2 % ont trouvé que l'événement comportait des irritants.

« Nous sommes très contents d'être une source d'intérêt et de fierté pour les Québécois. Je crois que le Grand Prix joue un rôle de visibilité important pour Montréal. Et je crois que les villes joueront elles aussi un rôle plus important au cours des prochaines années. On retourne un peu vers le principe des cités-États. Par exemple, on dit aujourd'hui qu'on va à Londres et non en Angleterre », dit Normand Legault, en entrevue à *La Presse*.

Et que pensent les gens du nom que Jacques Villeneuve a choisi pour son nouveau restaurant-bar-lounge-terrace de la rue Crescent? Environ 45 % des 746 connaisseurs de F1 apprécient beaucoup ou assez le nom Newtown, contre 51 % qui l'aiment peu ou pas du tout. Le mot Newtown a cependant la cote chez 18-34 ans. « Et c'est la clientèle que le Newtown veut aller chercher », remarque Guy Larocque. petitAvec la collaboration d'Alexandre Pratt.

FFQ

Suite de la page A1

présidence soit perçue « comme une reconnaissance du caractère multiethnique de la société québécoise », a-t-elle affirmé hier lors de sa première conférence de presse à titre de présidente de la FFQ.

Deuxième nouveauté: l'orientation de la FFQ. Pour tenir compte des changements survenus au cours des dix dernières années au sein de la société québécoise, la FFQ entend modifier sa plate-forme et ses structures, une modification qui s'étalera sur deux ans. Dès le mois d'août, le conseil d'administration de la Fédération doit se réunir pour définir le plan d'action de ladite démarche d'orientation.

Pour ce qui est de la continuité maintenant, Vivian Barbot compte soutenir la mise en place d'un réseau féministe international d'action, encourager la vie associative, tout particulièrement celle des jeunes, continuer à inscrire une perspective féministe au sein du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, et au besoin, intervenir publiquement sur diverses questions jugées prioritaires. Bref, poursuivre dans la direction tracée par Françoise David.

Pas facile de succéder à quelqu'un de la prestance de la présidente sortante. Vivian Barbot a aussi précisé: « Je succède à Françoise David. Personne ne va la remplacer ». Le défi est de taille, mais elle l'entrevoit avec bonheur. « Oui, cela fait toujours un peu peur, mais en même temps, si on est là et qu'on a le goût de le faire, il faut le faire », a-t-elle témoigné.

Celle qui a été acclamée à l'unanimité hier par les membres de la Fédération en assemblée générale (il faut dire qu'elle était aussi la seule à s'être présentée), se dit une militante de longue date, « née féministe », mais pas « anti-hommes ». Syndicaliste aussi, Vivian Barbot a milité à divers niveaux: au sein du syndicat des enseignants du cégep de Victoriaville — où jusqu'à tout récemment, elle enseignait le français —, à la Ligue des droits et libertés, au Conseil des relations interculturelles, et bien sûr, à la FFQ, comme membre du conseil d'administration depuis trois ans, et à titre vice-présidente depuis deux ans.

La nomination de la nouvelle

NÉPAL

Suite de la page A1

cette histoire », a dit un dirigeant d'entreprise. « Devons-nous vraiment croire qu'une arme semi-automatique parte toute seule de façon répétée en tournant autour d'une table jusqu'à ce que la totalité de la famille royale soit exterminée? » s'est interrogé un enseignant.

La version — édulcorée — des dirigeants népalais n'a donc en rien apaisé la colère d'une population qui aimait plus son roi que le gouvernement, accusé de corruption et d'impuissance face au chômage, à l'insécurité et à la rébellion maïste.

Malgré une bruine incessante, des files d'attente se sont formées toute la journée pour la signature du livre de condoléances ouvert au lendemain d'une cérémonie de crémation des corps de la famille royale ayant attiré des centaines de milliers de personnes. La plupart des magasins sont restés fermés hier et tous les drapeaux étaient en berne.

Selon la version la plus répandue et la plus crédible à ce jour de la tragédie survenue vendredi soir, le prince héritier Dipendra, 29 ans, a abattu son père (le roi Birendra), sa mère (la reine Aishwarya), son frère, sa soeur et quatre autres membres de la famille royale avant

de tenter de se donner la mort.

Son acte aurait été provoqué par une altercation au cours d'un dîner familial au palais royal de Katmandou où ses parents auraient catégoriquement refusé d'approuver son mariage avec Devyani Rana, liée par son père à une famille aristocratique du Népal et par sa mère à l'une des grandes dynasties politiques de l'Inde. La jeune femme se serait réfugiée en Inde après le carnage, selon des journaux de New Delhi.

L'*Indian Express* a souligné qu'au Népal, « les sentiments anti-indiens ont souvent mis le feu au royaume. La famille royale a considéré que ce n'était pas une bonne idée d'avoir une future reine avec du sang indien dans les veines ». Dipendra aurait déclaré qu'il était déterminé à épouser Devyani Rana, mais ses parents l'auraient aussitôt averti qu'il ne serait jamais roi, ce qui a provoqué la tuerie. À en croire la presse indienne également, la souveraine était opposée à cette union en raison de prédictions d'astrologues qui avaient conseillé à Dipendra de ne pas se marier ni d'avoir d'enfant avant l'âge de 35 ans, faute de quoi son père le roi en mourrait. En dépit de sa responsabilité présumée, le prince Dipendra a été proclamé « nouveau roi » du

Népal samedi et son oncle, Gyanendra, frère du roi défunt, a été nommé « régent ».

Dans un message hier à la population, diffusé par la radio d'État, Gyanendra n'a fait mention d'aucune responsabilité, affirmant que la tragédie était le résultat d'un « accident » provoqué par « une arme automatique qui a soudain explosé ». Il a ajouté que huit membres de la famille royale avaient été « blessés » et qu'ils avaient tous ensuite succombé à leurs blessures dans un hôpital militaire.

La monarchie au Népal, petit État enclavé entre l'Inde et la Chine, a joui d'un pouvoir absolu jusqu'en 1990, date à laquelle l'ex-roi Birendra a accepté de ne remplir qu'un rôle constitutionnel après un mouvement populaire en faveur de l'instauration d'une démocratie parlementaire.

Gyanendra, qui n'est pas particulièrement populaire, est soupçonné par certains responsables politiques d'être favorable à un retour au régime monarchique en vigueur avant 1990.

« La vérité concernant l'ensemble de l'affaire sera connue bientôt », a assuré le premier ministre Girija Prasad Koirala.

Un grand cahier des Sports

CETTE SEMAINE, Grand Prix oblige, le cahier des Sports de *La Presse* a pris son grand format pour accueillir les activités que le passage de Jacques Villeneuve et de la Formule 1 déclenche partout à Montréal. Lors des Jeux de Sydney, le Cahier olympique fut publié en grand format. Et vous avez aimé. Vous nous l'avez dit clairement. Nous récidivons. Et dès aujourd'hui vous aurez l'occasion de nous dire quel format vous préférez.

Bon Grand Prix et bonne lecture!
Marcel Desjardins,
Vice-président et éditeur adjoint



JULIA

Suite de la page A1

On a reconnu quelques vedettes locales. Les autres? Gens de marketing, gens de toutes sortes d'affaires, journalistes.

Très boulevard Saint-Laurent, comme environnement. Où sont allés les millions (sept! dix! entend-on)? Dans les lampes, les matériaux, les systèmes de son... Ce n'est pas la maison du bon rapport qualité-prix. Les gens du milieu des bars, qui sont venus faire un tour, comptaient d'ailleurs sur leurs doigts et n'étaient pas certains de comprendre comment le complexe de 950 places allait être rentable. « Ce soir, ils ont l'air d'avoir la pole position; la vraie course commence quand il faudra le remplir après le Grand Prix », dit un initié.

Mais Martin Poitras, un des quatre associés, qui a ouvert et vendu deux bars à succès, dit que s'il atteint seulement le chiffre d'affaires de certains de ses voisins plus petits, il fera de très bonnes affaires.

Il faut dire que la rue Crescent roule à plein régime, par les temps qui courent. Le *night life* s'y porte

très bien. Passé minuit, de la terrasse du Newtown, on pouvait apercevoir une cinquantaine de personnes en file de l'autre côté de la rue, pour entrer au *Electric Avenue*. Toute la soirée, les terrasses étaient bondées au *Winston Churchill* et surtout au *Thursday's*, cet immense classique de la drague qui ne paraît pas désemplir depuis presque 30 ans. Le concept est d'ailleurs à peu près le même qu'au Newtown, mais dans une autre ambiance: discothèque, restaurant, terrasse, bar sur plusieurs étages. *Weinstein & Gavinos* n'avait pas à se plaindre non plus.

« Sur Crescent, quand j'ai parti l'*Electric Avenue*, il y a deux ans, j'avais le choix de six locaux sur la rue, dit Poitras. Aujourd'hui, tout est pris. »

Il ne manque ni d'optimisme, ni d'argent. Il vient de déboursier 21 000 \$ pour 16 bouteilles de vin rare. Il y a en ville plein de gens avec plein d'argent à dépenser, cette semaine. Du jet set. Et d'autres qui veulent en donner l'air.

ROLEX

Day-Date
en or 18 carats

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve • 845-4651

ACTUALITÉS

Élections scolaires et municipales pourraient être fusionnées

Le ministre promet de renforcer le processus électoral scolaire

LAURA-JULIE PERREAULT

CONTRAIREMENT aux régies régionales et aux établissements de santé qui diront adieu à leurs élections après l'adoption de la loi 28, les commissions scolaires verront leur processus électoral se renforcer d'ici l'automne prochain.

C'est ce que leur a promis le ministre de l'Éducation, François Legault, hier, lors de son discours de clôture du 41^e congrès de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

Un projet de loi élaboré en collaboration avec les dirigeants de la FCSQ sera à la base de cette consolidation des élections scolaires, qui ont attiré moins de 20 % d'électeurs aux urnes en 1998.

La fusion des élections scolaires et des élections municipales est l'une des avenues qu'étudie le ministre de l'Éducation pour mener à bon port cette réforme. « C'est une voie considérée. Il ne faut pas exclure cette possibilité », commentait-il. Sur ce sujet, il a l'aval d'André Caron, le président de la



PHOTOTHÈQUE, La Presse © François Legault

fédération qu'il consulte régulièrement.

La veille de l'allocution du ministre, le directeur général des élections, Marcel Blanchet, avait aussi

soulevé la possibilité d'être plus impliqué lors des prochaines élections scolaires, qui auront lieu en novembre 2002. « Je pourrais offrir aux commissions scolaires les mêmes services que j'offre aux villes lors des élections municipales », a-t-il fait valoir.

Il gère notamment les plaintes des candidats et supervise les dépenses électorales, alors que les présidents d'élection locaux veillent au bon déroulement du processus démocratique.

Les propos de M. Legault, qui a aussi réitéré ses ambitions quant à l'abolition progressive du décrochage scolaire, ont été bien accueillis par les 600 participants au congrès qui ont réservé deux ovations au ministre. L'assistance était composée de commissaires élus, de directeurs généraux de commissions scolaires et de directeurs d'école.

Les élections scolaires reviennent tous les quatre ans et permettent à la population de sélectionner les 1142 commissaires des 72 commissions scolaires (60 francophones, neuf anglophones, trois à statut spécial).



photo ROBERT SKINNER, La Presse

Santé Canada fait une mise en garde relativement à la consommation de cantaloups à la suite de l'avertissement de la Food and Drug Administration, l'agence fédérale américaine des aliments et des médicaments, qui rapporte deux décès liés à la consommation de ce fruit.

Alerte aux cantaloups

LAURA-JULIE PERREAULT

LE CANTALOUPE, ce melon juteux à côtes rugueuses vert foncé et à chair orange qui fait le bonheur de la cuisine d'été, cause une certaine panique aux États-Unis. Résultat : le Canada se fait prudent et émet des avertissements aux amateurs.

Les mises en garde surviennent au lendemain d'un avertissement de la Food and Drug Administration, l'agence fédérale américaine des aliments et des médicaments, qui rapporte deux décès liés à la consommation de cantaloups contaminés par le pathogène *Salmonella* Poona. Dans 14 États, des personnes ont été hospitalisées pour les mêmes raisons.

Au Canada, aucun cas de salmonelle n'a encore été signalé à Santé Canada et à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, mais on préfère prévenir que guérir.

D'autant plus que la contamination du fruit se fait de mille et une manières : l'écorce peut être contaminée par la terre sur laquelle pousse le cantaloup ou au contact d'aliments crus (volaille, viande) au supermarché, dans le réfrigérateur des consommateurs ou même

dans leur panier d'épicerie.

Quelqu'un qui couperait un cantaloup contaminé sans en laver l'écorce pourrait aussi transmettre le pathogène à sa chair.

Les fans de melon-prosciutto devront donc être patients en préparant le cantaloup, car la liste de conseils de Santé Canada et de l'ACIA est longue.

Avant de couper le fruit et après l'avoir manipulé, il est conseillé de se laver les mains à l'eau chaude pendant 20 secondes, en n'oubliant pas d'utiliser une bonne dose de savon.

Il faut aussi laver l'écorce du fruit à l'eau chaude avec du savon et ajouter à ces efforts une brosse à légumes pour frotter toute la surface. Il faut ensuite rincer le tout à l'eau froide.

Ce n'est pas tout, Santé Canada recommande « d'assainir » toutes les surfaces qui ont touché le melon à côtes rugueuses avec 5 ml d'eau de Javel, diluée dans trois tasses d'eau.

Pour la conservation du fruit, le réfrigérateur est de mise, selon les prescriptions des deux organismes fédéraux.

Formation à distance: le Québec traîne la patte, constate le gouvernement

MARC THIBODEAU

LE QUÉBEC tarde à tirer profit des possibilités offertes par le développement des technologies de l'information pour favoriser la formation des adultes, constate le gouvernement, qui entend mettre les bouchées doubles dans ce secteur au cours des prochaines années.

Le nouveau projet de politique de l'éducation des adultes « dans une perspective de formation continue » qui vient d'être dévoilée par le ministre de l'Éducation relève que la province accuse « un sérieux retard » en matière de formation à distance par rapport aux États-Unis et au reste du Canada.

« Plusieurs possibilités ont été exploitées ailleurs avec succès et elles ont pour effet d'améliorer et d'élargir l'offre de formation », y souligne le gouvernement, qui relève, à titre d'exemple, l'existence d'une école virtuelle en Alberta.

« Au Québec, les possibilités qu'offre ce mode de formation sont malheureusement encore très limitées et les moyens proposés, tant pour la formation des enseignants que pour la formation des apprenants, sont demeurés en grande partie associés à l'utilisation du crayon, du papier, du téléphone et de la poste », souligne-t-on.

Le gouvernement note par ailleurs que la dispersion des ressources en matière de formation à distance au sein de la province « entraîne une certaine inefficacité, de nombreuses actions menées et parallèle débouchant sur des résultats peu probants ».

Pour pallier ces lacunes, Québec entend notamment demander au Comité de liaison de la formation à distance (CLIFAD), qui regroupe les organismes chargés de développer ces services aux niveaux secondaire, collégial et universitaire, d'évaluer l'organisation actuelle de

ce secteur et d'élaborer un plan stratégique permettant notamment de soutenir la formation en ligne.

Pour encourager la formation continue, le gouvernement entend par ailleurs réviser les mesures d'assistance financière existantes afin qu'elles soient mieux adaptées aux situations variables des adultes.

Il souhaite aussi « renforcer ou créer les éléments susceptibles d'accroître l'engagement des personnes dans leur projet de formation » et expérimenter des formes novatrices d'aide financière qui misent sur une contribution partagée entre « l'individu, l'employeur et l'État ».

Le gouvernement, qui demande actuellement aux organismes concernés de lui soumettre des avis relativement au projet de politique, promet de finaliser sa position au plus tard en décembre.



photo AP La place Saint-Pierre a attiré, hier, des milliers de fidèles venus voir le corps embaumé du pape Jean XXIII.

Une foule émue afflue pour voir le corps de Jean XXIII

Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN - Une foule émue de croyants venus voir le corps embaumé du pape Jean XXIII a afflué sans discontinuer hier après-midi dans la Basilique Saint-Pierre à Rome, après une messe célébrée par l'actuel souverain pontife Jean Paul II.

Des milliers de fidèles ont fait la queue sur plusieurs dizaines de mètres pour entrer dans la basilique vaticane et accéder à l'autel principal au pied duquel a été exposé le corps de Jean XXIII (1881-1963) reposant dans un lourd cercueil de cristal blindé.

La plupart se signent, s'agenouillent ou adressent un baiser de la main, touchés par la vue des traits familiers de celui qu'on surnomme le « pape de la bonté » en raison du courant de sympathie populaire qu'il déclenchait notamment par sa manière très simple de s'adresser aux fidèles.

Un cordon disposé autour du cercueil em-

pêchait d'approcher à plus de 15 mètres, mais ses traits à peine jaunis par une fine pellicule de cire, l'air comme endormi, sont bien visibles à travers les parois du cercueil.

Le visage de Jean XXIII a en effet été découvert intact lors de l'ouverture du cercueil en janvier, conséquence des soins apportés lors de l'embaumement du corps après sa mort le 3 juin 1963 puis de sa conservation à l'abri de trois cercueils.

Demeuré jusqu'à présent dans la crypte sous la basilique, le cercueil doit être inséré aujourd'hui sous l'autel de la chapelle Saint-Jérôme à l'intérieur de l'édifice, où il sera désormais plus accessible à la vénération populaire.

Jean XXIII, de son vrai nom Angelo Roncalli, né à Bergame (nord de l'Italie) en 1881, a exercé un pontificat de quatre ans et demi, qui fut « bref mais intense », a souligné Jean Paul II durant la messe.

ATTENTION

PUISSANTES

SENSATIONS

SENTRA

EDITION TOURING 2,8%^{**} FINANCEMENT À L'ACHAT

239\$ PAR MOIS

location 48 mois*

- AM/FM/CD AVEC LECTEUR DE 6 DISQUES
- JANTES EN ALLIAGE
- AILERON
- EMBOUT CHROMÉ
- PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
- PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE
- DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40
- MOTEUR 1,8 L DE 126 CHEVAUX
- CLIMATISEUR
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Acompte seulement 895 \$	
0 \$ dépôt de sécurité	
ACOMPTE	MENSUALITÉ
0 \$	259 \$
895 \$	239 \$
1 695 \$	219 \$
2 695 \$	199 \$

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2001 - Edition Touring - (C4LG51 BK00 + Option Touring). Acompte ou échange équivalent de 895 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122 TOUJOURS PLUS LOIN.

L'ADQ se dit prête pour des élections

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

DRUMMONDVILLE — Disant compter sur un million de sympathisants au Québec, l'Action démocratique de Mario Dumont se dit prête à faire face à des élections générales.

« On part avec du solide », a déclaré hier le chef et seul représentant de l'ADQ à l'Assemblée nationale, Mario Dumont, à l'issue d'une réunion des 200 membres du conseil général du parti, à Drummondville.

L'Action démocratique s'estime capable de soutenir « des luttes à trois » dans un grand nombre de circonscriptions électorales, a déclaré M. Dumont. Il croit que le candidat adéquat pourrait alors s'infiltrer entre les candidats du Parti libéral et du Parti québécois pour arracher la victoire.

Prévoyant le déclenchement d'élections hâtives, l'ADQ a créé un comité préélectoral, sous la présidence de Marc Snyder, et a annoncé le début de ses assemblées de mise en nomination.

Le parti compterait actuellement 10 000 « membres et sympathisants », mais Mario Dumont a été incapable de préciser combien d'électeurs sont officiellement membres en règle du parti.

Pour arriver au chiffre d'un million de sympathisants, M. Dumont a cité des récents sondages qui lui donnent jusqu'à 20 % des intentions de vote parmi les cinq millions d'électeurs québécois.

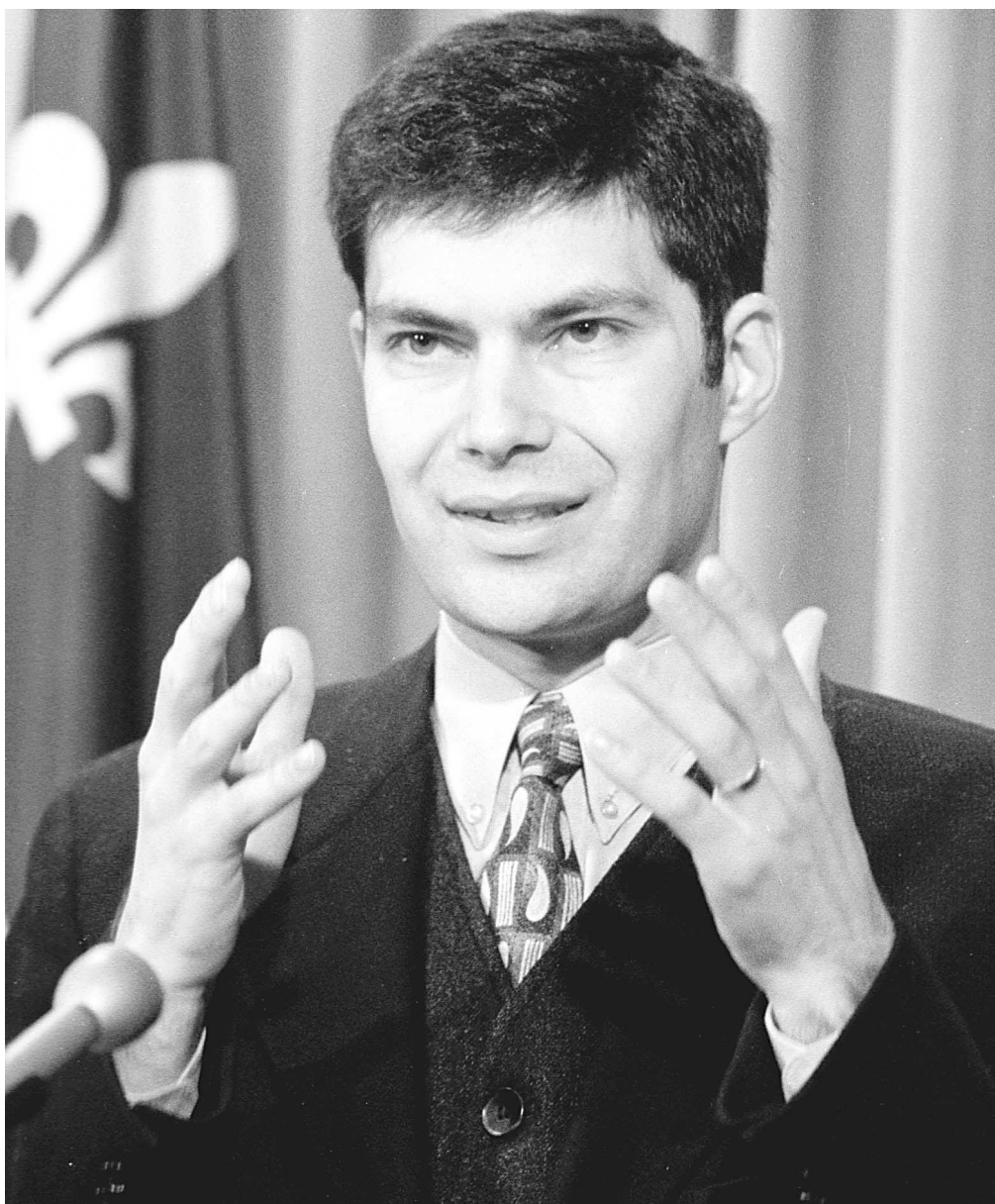
Le chef adéquat n'a pas élaboré non plus sur la situation financière de l'ADQ. Le dernier rapport financier annuel, rendu public il y a une semaine par le Directeur des élections, faisait état d'un déficit de l'actif net de 78 200 \$.

Pauvre en moyens, l'Action démocratique est cependant riche en idées, croit M. Dumont. Le parti s'est doté en fin de semaine d'un programme constitutionnel intitulé *Faire enfin gagner le Québec*.

« Nous proposons des solutions pendant que libéraux et péquistes se sont embourbés face à notre avenir collectif », a déclaré M. Dumont.

L'ADQ propose l'adoption d'une charte qui réitére les principes et les valeurs qui font consensus au Québec et qui seraient capables de réunir les Québécois : renforcement des droits de la personne, implication des communautés culturelles, prépondérance de la langue française sans exclusion de l'anglais, mise en place d'un régime québécois de citoyenneté. Le parti édicte aussi un moratoire d'une durée indéterminée sur la tenue d'un référendum sur la souveraineté.

« Il n'y aura pas d'ambiguïté : un vote



PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

Pauvre en moyens, l'Action démocratique est cependant riche en idées, croit son chef, Mario Dumont.

pour l'ADQ signifie qu'il n'y aura pas de référendum », a expliqué M. Dumont. Il croit que les Québécois souffrent d'une « écoeurite aiguë » dans le dossier constitutionnel et veulent passer à autre chose.

Cette prise de position a cependant valu le départ d'une des cinq vice-présidentes du parti, Lysane O'Sullivan. Candidate dans la circonscription de Blainville au scrutin de 1998, M^{me} O'Sullivan réfléchit à son avenir au sein de l'ADQ. Elle a expliqué qu'il « fallait cesser d'être frileux et se cacher derrière un moratoire pour ne pas prendre position sur l'avenir du Québec ».

Enfin, les 200 adéquatistes réunis en fin

de semaine ont adopté une douzaine de résolutions pour raffiner leur programme électoral. L'une d'elles suggère des modifications au Code du travail pour imposer aux syndicats le scrutin secret lors d'un vote de grève. Une autre prône l'instauration de cours obligatoires de réanimation cardio-respiratoire pour ceux qui obtiennent un permis de conduire.

Mais l'ADQ a mis sur la glace deux propositions très contestées. L'une d'elles aurait créé un site Internet gouvernemental pour la délation, en toute confidentialité, des situations de gaspillage de fonds publics. Une autre proposait l'élection des sénateurs québécois siégeant à Ottawa.

EN BREF

Les avocats de l'aide juridique entament des moyens de pression

LES 300 AVOCATS de l'aide juridique entameront dès demain des moyens de pression pour forcer le gouvernement à répondre positivement à leurs demandes salariales. Sans convention collective depuis le 30 juin 1998, ils exigent d'obtenir la parité avec les procureurs de la Couronne. Ainsi, le 8 juin, les avocats de l'aide juridique tiendront une journée d'étude et une manifestation à Québec. De plus, dès demain matin, il y aura des lignes de piquetage face aux palais de justice. Une grève générale n'est pas écartée.

Hausse de salaire pour les députés fédéraux

LE PROJET de loi visant à accorder une hausse de salaire substantielle aux députés fédéraux sera déposé aujourd'hui à la Chambre des communes et pourrait, s'il est adopté, entrer en vigueur d'ici une à deux semaines. Le leader en Chambre du Parti libéral, Don Boudria, n'a pas voulu fournir plus de détails sur le sujet, mais on s'attend à ce que le projet de loi accorde des hausses salariales de 20 % à la plupart des députés fédéraux. Les ministres, eux, devraient obtenir une augmentation légèrement supérieure, tandis que le premier ministre Jean Chrétien bénéficiera d'une augmentation salariale de 40 %.

Les objectifs d'immigration seraient de nouveau dépassés

SELON un document interne du gouvernement fédéral, les objectifs d'immigration du Canada seront probablement dépassés pour une deuxième année d'affilée. Le document, qui n'a pas été rendu public, indique qu'au cours du premier trimestre de l'année, près de 58 000 personnes ont immigré au Canada, ce qui représente une hausse de 27 % comparativement à la même période l'an dernier. L'objectif de cette année se situe entre 200 000 et 225 000 immigrants. Le document prévoit que la tendance se poursuivra aux deuxième et troisième trimestres, puisque historiquement, il y a toujours eu plus d'immigrants durant cette période. Selon une source gouvernementale qui a refusé d'être identifiée, ces données laissent prévoir que d'ici la fin de l'année, le taux d'immigration excédera de 20 % celui de l'an dernier. Le Canada avait alors accueilli plus d'immigrants qu'il ne l'avait fait depuis près de 10 ans, soit plus de 226 500 personnes.

Eggleton à Moscou

LE MINISTRE canadien de la Défense, Art Eggleton, a amorcé une visite de deux jours à Moscou, en vue d'une importante réunion de l'OTAN, jeudi et vendredi, à Bruxelles. M. Eggleton, qui devient ainsi le premier ministre de la Défense canadien à visiter Moscou, a entamé hier des discussions avec son homologue russe, Sergéï Ivanov, et avec le chef du Conseil de sécurité de la Russie, Vladimir Roushailo.

LE SOLDE DE CRÉATIONS GRIFFÉES

de Holt Renfrew

À COMPTER D'AUJOURD'HUI

Économisez jusqu'à

40 %

sur une sélection de vêtements et d'accessoires griffés pour femmes, ainsi que de complets et de vestons pour hommes.*

*Ce solde ne s'applique pas à certains rayons ni aux achats de cosmétiques, de fragrances, de services et d'articles Tiffany.

HOLT RENFREW
la liberté d'être.

QUÉBEC : PLACE SAINTÉ-FOY, (418) 656-6783 • MONTRÉAL : RUE SHERBROOKE, ANGLE DE LA MONTAGNE (514) 842-5111 • CENTRE ROCKLAND (514) 738-3500 2963642A www.holtrenfrew.com

Règles parlementaires : l'opposition insatisfaite

Presse Canadienne

OTTAWA — Des députés de l'opposition critiquent un projet de modernisation des règles en vigueur à la Chambre des communes, affirmant qu'il n'apporte pas les changements qu'il faudrait pour donner plus de pouvoir aux députés.

Un comité regroupant des leaders des partis en Chambre recom-

mande une meilleure utilisation du temps, une meilleure télédiffusion des audiences des comités parlementaires et que les candidats à la présidence des Communes puissent s'adresser aux députés avant que ceux-ci ne votent.

Déposé vendredi, ce rapport fait suite aux plaintes de plusieurs députés d'arrière-ban des cinq partis, insatisfaits du fonctionnement des

«Une Grand-Maman Dévoile Comment Elle a Perdu 106 lb»



Je pesais cinq livres à ma naissance. J'ai toujours eu un surplus de poids par la suite. On a toujours fait des blagues cruelles à mon sujet. Je n'avais pas d'amis, aucune estime de moi-même, aucune confiance.

La Diète Yo-yo !

J'ai essayé à peu près tout :

pâtes, pain, légumes, œufs, protéines, légumes. Je perdais du poids lentement, puis je le regagnais rapidement, plus quelques livres en prime.

Résultats Immédiats !

J'ai été étonnée du changement après ma première séance d'hypnose. Mon cerveau a reçu le message de couper mon appétit. Mes fringales ont complètement disparu. J'ai retrouvé ma confiance et l'estime de moi-même. J'ai perdu ma graisse à un rythme moyen de 3,5 lb par semaine. Je me sens vivante, attrayante et pleine d'énergie. Vous aussi pouvez vivre cette renaissance.

"Je ne me suis jamais sentie privée!"
Patricia Carley après hypnose

Appelez dès MAINTENANT pour une consultation GRATUITE !

Changements Positifs

(514) 736-STOP (7867) • 5345 Ferrier

www.positivechanges.ca

Centre d'hypnose

Programmes Garantis

SOLARIUMS Zytco

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
ARÊTES OU RECOURBÉ
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

loto-québec résultats

649	Tirage du 2001-06-02	GAGNANTS	LOTS
05 06 11 17 29 37		6/6 1	2 000 000,00 \$
		5/6+ 14	36 070,90 \$
		5/6 411	982,90 \$
		4/6 17 003	45,50 \$
		3/6 276 247	10,00 \$
Numéro complémentaire: 32		Ventes totales: 13 620 200 \$ Prochain Gros lot: 2 000 000 \$	
49	Tirage du 2001-06-02	GAGNANTS	LOTS
13 16 17 27 48 49		6/6 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 0	50 000,00 \$
		5/6 12	500,00 \$
		4/6 1 006	50,00 \$
		3/6 20 541	5,00 \$
Numéro complémentaire: 26		Ventes totales: 594 896,00 \$	
Promotion Double Jeu*	Tirage du 2001-06-02	GAGNANTS	LOT
649 + 49		06 32 44 45	33
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.		LOT 303,03 \$	
panco	Tirage du 2001-06-03		
09 15 17 22 23 27 32 37 38 39			
40 47 49 52 53 54 56 59 62 70			
Quintissime	Tirage du 2001-06-03	Extra	Tirage du 2001-06-03
3 527	4 0430	NUMÉRO: 799260	NUMÉRO: 867703
Le jeu doit rester un jeu.			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec			

Charlevoix

Réserve mondiale de la biosphère

Charlevoix, destination de villégiature depuis plus de 200 ans, vous offre ses paysages et ses panoramas, ses parcs et ses sites naturels, ses richesses culturelles et artistiques, son casino, ses baleines et bien plus...

Plus de cent combinaisons vacances avec hébergement et activités vous sont offertes cet été dans Charlevoix. **Demandez notre brochure Forfaits 2001 !**

Association touristique régionale de Charlevoix
1-800-667-2276
www.tourisme-charlevoix.com

FORFAITS CASINO : 1 800 665-2274

Le vrai monde de Nathalie



NATHALIE PETROWSKI RENCONTRE NATHALIE ROCHEFORT
npetrowski@lapresse.ca

Quand Nathalie Rochefort répond au téléphone dans son bureau de comté rue Mont-Royal, elle ne répond pas : « Allô ! Bonjour, ici Nathalie Rochefort, députée de Mercier ». Elle répond : « c'est Nathalie ! »

Le jour de notre rencontre, trois fois de suite elle s'est écrié « C'est Nathalie ! » en s'emparant du combiné, comme s'il n'y avait qu'une seule Nathalie au monde.

J'avoue que les trois fois, je suis restée un peu sidérée devant le monopole qu'elle exerçait sur mon prénom. En même temps, elle le faisait avec une si belle obstination et en forçant la note avec juste ce qu'il faut de charme qu'il était difficile de lui en tenir rigueur.

Dans *Soixante-treize histoires de Nathalie*, un bouquin que Marie-France Bazzo m'a passé et que je ne lui ai toujours pas remis, l'auteur qui a rencontré plus de 200 Nathalie, écrit que les Nathalie ne sont pas des femmes à faire des manières. Elles sont habituellement simples, pas frimeuses, ni minaudeuses pour un sou.

La description sied parfaitement à la nouvelle députée libérale de Mercier.

La veille de notre rencontre, tous les bulletins de nouvelles titraient avec la même manchette, évoquant « l'effet Rochefort » et son vent de renouveau sur le Parti libéral réuni en conseil régional au Mont-Tremblant.

Au dire des lecteurs de nouvelles, Nathalie Rochefort était l'unique auteur(e) et instigatrice du virage à gauche des libéraux et de leur subite passion pour l'indexation des prestations des assistés sociaux. Le lendemain, forte de toute cette attention et de cette excellente publicité, Nathalie Rochefort aurait pu pavaner comme une reine triomphante. Ce ne fut pas le cas. D'entrée de jeu, la députée âgée de 31 ans, qui refuse qu'on l'appelle « Madame » et qui préfère le « tu » au « vous », a tenu à remettre les pendules à l'heure.

Elle a commencé par préciser qu'un conseil régional réunissait 400 membres et non 4000 comme le conseil national. Puis elle a ajouté qu'en votant pour sa proposition, les délégués n'avaient fait que réaffirmer des principes inscrits depuis longtemps dans le programme du parti. Pour la vantardise, il faudrait repasser.

Ce matin-là, l'ancienne organisatrice communautaire (qualifiée à tort de travailleuse sociale puisqu'elle n'a pas de diplôme de TS et ne fait partie de la corporation) por-

taut un pantalon fuseau noir, un t-shirt blanc et un veston lie de vin, une teinte plus sombre que ses cheveux de feu qui allument des incendies dans les caméras.

En personne, elle m'a semblé infiniment plus mince qu'à la télé sans doute parce qu'en personne, on ne voit pas que le gros plan grossissant de sa tignasse rouge auréolant son visage lunaire. Plus grande, plus élancée, elle semblait aussi beaucoup plus détendue que devant les micros où elle s'accroche maladroitement à sa cassette comme à une bouée, parlant une langue de bois qui n'a pas grand rapport avec le langage de la rue qu'utilisent ses jeunes amis punks venus la soutenir lors de sa prestation du serment à l'Assemblée nationale.

Comme tout le monde, j'avais remarqué que le rouge était sa couleur de prédilection. « Pourquoi ? » lui ai-je demandé, convaincue qu'elle allait me répondre que c'était la couleur de son parti. Mais Nathalie Rochefort était rouge bien avant d'être libérale. Sans compter qu'avant d'avoir les cheveux rouges, elle les a eus noir de jais, blond blé et pendant une courte période de turbulence adolescente, mauve révolté.

« Parce que le rouge, c'est la couleur de la passion, de l'action et qu'avec la peau pâle que j'ai, ça me va mieux que le bleu poudre ».

Effectivement quand on y pense, Nathalie Rochefort n'est pas du tout bleu poudre. Il y a trop de détermination et de volonté chez elle pour accueillir la moindre teinte pastel. Le bleu poudre l'éteindrait et Nathalie Rochefort veut tout sauf s'éteindre et disparaître dans le décor.

Le fait qu'elle soit une enfant adoptée, née en 1970 dans une des dernières crèches du Québec, y est sans doute pour quelque chose. Si ses parents biologiques ne l'avaient pas abandonnée, elle aurait peut-être eu moins besoin de se démarquer et d'attirer l'attention.

Je croyais qu'elle en glisserait un mot. Mais Nathalie Rochefort parle peu de son adoption, se contentant d'affirmer que Jean-Paul Rochefort, un estimateur pour les compagnies d'assurances et sa femme Francine Morency sont ses seuls vrais parents. Pour compléter la photo de famille, elle évoque avec affection le souvenir de sa grand-mère et de ses grands-tantes qui à l'entendre, furent des secondes mères. Quant à ses parents biologiques, elle n'a pas vraiment cherché à les retrouver même si à 18 ans, à la suite d'ennuis de santé, elle a consulté son dossier familial pour s'assurer qu'elle ne traînait pas une quelconque tare héréditaire.

Pour le reste, Nathalie Rochefort a vécu à Montmagny de 0 à 3 ans, à Rivière-du-Loup de 3 à 8 ans. Elle est revenue vivre à Montmagny de 8 à 17 ans avant de quitter sa famille et de s'inscrire au cégep de Rivière-du-Loup. Elle y était en même temps que Mario Dumont



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

En 1988 alors que Mario Dumont et ses acolytes, déjà membres de l'aile jeunesse du Parti libéral, n'hésitaient pas à porter le costume et la cravate, Nathalie Rochefort arborait fièrement un look rétro-alterno-grano.

qui fut d'ailleurs à l'origine de sa méfiance à l'égard du Parti libéral du Québec.

« J'ai trop vu Mario aller, raconte-t-elle. En 1988, lors d'une grève, je l'ai vu s'enfermer chez lui pour étudier pendant que nous, on manifestait. Il faisait pourtant partie du comité étudiant qui avait voté la grève. C'est grâce à lui si j'ai compris la signification des mots « solidarité » et « écoute », deux mots qui visiblement lui échappaient. »

En 1988 alors que Mario Dumont et ses acolytes, déjà membres de l'aile jeunesse du Parti libéral, n'hésitaient pas à porter le costume et la cravate, Nathalie Rochefort arborait fièrement un look rétro-alterno-grano. Rétro, parce qu'elle écoutait religieusement les disques de Michèle Richard et des Jérolas ; alterno, parce qu'elle trippait sur le groupe alternatif suisse-allemand Yello ; grano, parce qu'elle n'avait pas un cenne pour s'habiller ni pour manger.

Son modèle politique de l'époque était Svend Robinson, le député gai du NPD dont elle avait bu les paroles lors d'un séminaire de la jeunesse à Ottawa. Elle aimait ses idées, sa fougue, son magnétisme. Elle l'aimait tellement qu'au retour du séminaire, elle appela au NPD pour offrir ses services.

« Au cégep, il avait d'un côté les jeunes péquistes, de l'autre, les jeunes libéraux et moi j'étais NPD. C'était la belle époque d'Ed Broadbent et de Roland Morin. On se

préparait pour les élections fédérales. C'était très excitant. »

La lune de miel entre Rochefort et le NPD dura jusqu'en 1992, année de sa première défaite dans Saint-Hubert, de la scission du parti et de la naissance d'une aile nationaliste avec l'arrivée de Paul Rose. Rochefort décrit sa déception devant les changements par un seul mot : « Yeurk ».

« Je ne me reconnaissais plus dans le parti, je ne voulais rien savoir de Paul Rose. Quant au débat nationaliste, il représentait et représentait toujours pour moi une énorme perte de temps. »

À l'époque, Rochefort vivait déjà à Montréal, avait travaillé dans la clinique de médecine industrielle de Hermante Ayotte (son autre héroïne après Svend), avait déjà eu une petite entreprise de publicité sur napperons et terminait une mineure à l'Université de Montréal. Là comme ailleurs, elle était impliquée dans une foule d'activités, mais surtout elle était membre de Triangle, l'association gay de l'université.

En mars 1994 dans le cadre d'une campagne de prévention contre le sida, Rochefort organisa le visionnement d'une vidéo montrant aux lesbiennes comment avoir des pratiques sexuelles sécuritaires. Elle eut l'idée saugrenue de projeter cette vidéo des plus explicites dans un couloir à l'extérieur de la cafétéria au grand dam d'une poignée de profs et d'étudiants outrés par ce qu'ils qualifièrent de document

pornographique. Le service de sécurité lui ordonna d'interrompre la projection. Elle refusa. Une coupure de courant régla l'affaire tandis que les policiers de la CUM étaient dépêchés sur les lieux.

« Moi, je ne voyais vraiment pas pourquoi ils s'énermaient à ce point-là, d'autant plus que la vidéo avait été présentée à l'UQAM sans problème », raconte-t-elle avec une lueur de défi dans les yeux.

Chose certaine, l'histoire fit le tour de l'université et lui attira sa première mention dans les journaux. Il est difficile de ne pas y revenir sans demander à la principale intéressée qui siège encore sur un comité de gays et des lesbiennes, pourquoi elle défend avec autant d'ardeur la cause des gays ? Ou pour le formuler plus brutalement : l'est-elle oui ou non ?

« Non, je ne suis pas lesbienne », répond-elle sans sourciller. Je suis une femme hétérosexuelle qui ne s'est jamais questionnée sur son identité sexuelle. Reste que j'ai été marquée par le sida. J'ai connu beaucoup de gens qui étaient atteints. Et un peu comme certains hommes ont été porteurs de idées et des valeurs véhiculés par le féminisme, j'ai voulu défendre les valeurs des gays. Étant une jeune femme hétérosexuelle, je trouvais que j'étais bien placée pour le faire. Je me disais : tant mieux si je peux aider. »

Si Nathalie Rochefort n'avait pas été hétérosexuelle, l'aurait-elle avoué aussi librement ? Aurait-elle fait une Svend Robinson d'elle-même ? Je n'ai pas osé lui poser la question, convaincue qu'elle m'aurait servi une réponse de politicienne. Car Nathalie Rochefort a beau détonner dans le paysage avec ses cheveux rouges et son armée de jeunes marginaux gardiens de sa pureté, elle a beau jurer que la politique ne réussira jamais à voler son âme ni à l'éloigner du vrai monde, c'est une politicienne dans l'âme. À la fin de notre entrevue, je lui ai demandé si elle était pour l'installation de bacs à seringues dans les toilettes des établissements du Plateau pour éviter que les gens se piquent par accident avec des seringues souillées. Bien sûr qu'elle était pour, mais l'opération lui semblait coûteuse et compliquée. Trois jours plus tard pourtant, elle renvoyait la balle à Agnès Maltais en Chambre en lui posant exactement la même question. Comme quoi Nathalie Rochefort ne perd pas de temps à flairer le filon politiquement rentable.

Elle avoue d'ailleurs que la politique, elle en mange et qu'elle vient de s'y installer pour longtemps. C'est pourquoi elle ne se voit pas vraiment mère (« je suis trop engagée socialement ») ni ministre (« j'ai encore trop de croûtes à manger »).

Même si elle vit à Laval parce que le Plateau est rendu trop cher, elle magasin Plateau, s'habille dans ses friperies, mange dans ses restos et joue à l'occasion au billard dans ses bars. Le Plateau, c'est son village. Mais contrairement au village d'une autre Nathalie, le sien n'est pas en carton pâte.

Idaho: les enfants ne seront pas séparés

Associated Press

GARFIELD BAY (Idaho) — Ils resteront ensemble. C'est sur cette promesse des autorités de l'Idaho que les cinq enfants de la famille McGuckin ont quitté leur maison de Garfield Bay, où ils étaient retranchés avec des armes depuis cinq jours de peur d'être séparés après l'arrestation de leur mère, accusée de négligence.

Kathryn, 16 ans, Mary, 13 ans, James, 11 ans, Frederick, 9 ans, et Jane, 8 ans, sont « en très bonne santé », a déclaré Susan Montgomery, directrice du service de pédiatrie de l'hôpital de Sandpoint.

La situation financière de la famille avait périclité après la faillite de l'entreprise familiale puis la mort du père le 12 mai dernier, des suites d'une sclérose en plaques.

Le contact a été établi avec les enfants vendredi, lorsqu'ils ont accepté de parler avec l'avocat de leur mère, qui a jugé la situation effrayante et explosive.

Arrêtée mardi, JoAnn McGuckin est détenue faute de pouvoir s'acquitter d'une caution de 100 000 \$. Plutôt aisée jusqu'à la faillite dans les années 1980 de sa scierie, la famille s'était progressivement isolée, protégée par ses arbres et ses chiens, à mesure que s'accumulaient les problèmes financiers après la mort du père.

P E T I T E
tailles 5 pieds quatre et moins

LA SANS MANCHES ZIP 79.⁹⁵
Forme pure, profonde encolure V, zip métal argent, une veste essentielle à superposer sur tout pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins. Rouge, noir, beige, marine. 4 à 16. Pantalon coordonné 79.95, tee-shirt 24.95

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SPORT ACTIF

Le licou bandeau dragon de feu 95.⁰⁰
Silhouette sophistiquée, impeccablement moulée et découpée dans un maillot forme bandeau à bretelle unique qui s'attache au cou. Superbe motif en coloris éclatants de rouge et crème rehaussé en noir. 8 à 14.

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Zorba et Zapata pleurent Anthony Quinn

D'après AP et AFP

PROVIDENCE, Rhode Island – Anthony Quinn, l'homme à la poitrine bardée de cartouchières dans *Viva Zapata*, le film d'Elia Kazan, qui lui avait permis de décrocher son premier Oscar en 1952, est mort hier dans un hôpital de Boston. Le plus européen des acteurs américains avait 86 ans.

La nouvelle a été annoncée par un de ses amis, Vincent « Buddy » Cianci, maire de la ville de Providence (État de Rhode Island) sur la Côte Est américaine. Il a précisé qu'Anthony Quinn, qui vivait à Bristol, dans la banlieue de Providence, a succombé à une défaillance pulmonaire.

Anthony Quinn, qui a joué dans plus d'une centaine de films, s'est illustré dans *Zorba le Grec* (1964) de Michael Cacoyannis et dans son incarnation du féroce chef bédoïn de *Lawrence d'Arabie* (1962) de David Lean. Il a obtenu un second Oscar en 1956 grâce à *La vie passionnée de Vincent Van Gogh*. Outre ses exploits au cinéma et au théâtre, Anthony Quinn a connu une vie privée agitée, marquée par des divorces et liaisons tumultueuses. Il était père de 13 enfants, dont l'aîné a près 60 ans et le plus jeune, moins de dix ans.

Né au Mexique et élevé dans la pauvreté à Los Angeles, Anthony Quinn commence par faire de la figuration dans des films dits de « série B » avant de devenir un important acteur international. Reconnu pour sa grande sensibilité, il a joué pour les plus grands réalisateurs des deux côtés de l'Atlantique. *La Strada* de Federico Fellini (1954) où il donne corps au « patron » d'un cirque miteux dont la seule richesse est le clown incarné par Giulietta Masina, a contribué à sa renommée en Europe.



Son incarnation d'un patron d'un cirque miteux dans *La Strada* de Federico Fellini (1954) a contribué à faire de l'Américain Anthony Quinn un important acteur international.

Sa carrière aura duré plus de 50 ans. Anthony Quinn aura incarné des rois, des Indiens en passant par un pape, un boxeur et un artiste. Artiste qu'il sera d'ailleurs dans la vraie vie, exprimant sa créativité par la sculpture et la peinture.

Dans *Viva Zapata* (1951), il est le frère du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata. Mais pour beaucoup de cinéphiles, son incarnation d'un humble paysan grec dans *Zorba le Grec* demeurera son rôle le plus mémorable. Difficile, d'ail-

leurs, de lire le roman de Nikos Kazantzakis dont est tiré le film sans avoir en mémoire l'image d'Anthony Quinn. Ce buveur d'ouzo, l'anisette grecque, qui danse au son du bouzouki, était aussi le rôle préféré de Quinn lui-même, au point où il était remonté sur scène en 1983 pour faire revivre cette oeuvre en musique.

Durant sa jeunesse, il a tout fait : ciré des chaussures, vendu des journaux, fait la manche en jouant du saxophone et fait des traduction

d'espagnol pour gagner quelques dollars. Alors qu'il joue des rôles de figuration, il rencontre la fille adoptive du réalisateur Cecil B. De Mille, Katherine, qu'il épouse. Il divorce d'avec elle en 1956 et épouse, un an plus tard, une costumière, Iolanda Addolori. De ces deux unions naissent huit enfants, dont un décède accidentellement. Mais l'acteur a aussi ce qu'il appelle pudiquement des « accidents biologiques » dont naissent cinq autres bambins, portant sa progé-

ture à... treize enfants.

Cette vie tumultueuse fait souvent la une de la presse à sensation, notamment lors de son divorce d'avec Iolanda en 1997, qui l'accuse de violences domestiques. Dans ses autobiographies écrites en 1972 (le best-seller *Le Pêche Originel*, traduit en 18 langues) et 1997 (*Tango solo*), il s'excuse auprès de ses femmes, maîtresses et enfants sans toutefois marquer beaucoup de remords.

Du temps, avec mon papa, j'en veux, beaucoup, illimité...

Ciel! que faire pour la fête des Pères? Pêche... Golf... VTT?



Courez la chance de gagner l'un des

7 grands prix[†], incluant chacun :

un forfait week-end pour deux personnes à l'Auberge du lac Taureau avec choix d'activités dont pêche, golf ou VTT.

Valeur approximative de chacun des prix : 1000 \$.

Consultez le www.rogers.com/sans-fil, composez le 1 800 IMAGINE ou rendez-vous chez nos distributeurs RogersSM AT&T^{MD} participants.

†Règlement complet disponible chez les détaillants Rogers AT&T Communications sans fil participants. Concours « Fête des Pères », du 1^{er} juin au 17 juin 2001 à 17 h. Tirage le 27 juin 2001 à 17 h. Aucun achat requis. Certains appareils ne sont pas offerts dans tous les magasins.
 ‡Offre applicable à toute nouvelle entente de deux ans, pour les forfaits tout faits de 30 \$ par mois. **Applicable sur les trois premiers mois du terme. ***Des frais s'appliqueront après les trois premiers mois. Des frais de mise en service et d'accès au système s'appliqueront. Taxes applicables, interurbains et frais de déplacement en sus. Demandez tous les détails à votre représentant. Offre applicable jusqu'au 30 juin 2001. Appelez-nous au 1 800 226-8352 pour connaître les offres spéciales à nos abonnés.

SM Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. MD AT&T Corp. Utilisé sous licence.

Soirs et week-ends illimités 30 \$* par mois

- 50 minutes de jour incluses
- première minute sans frais pour les 400 premiers appels reçus
- 50 minutes d'interurbains au pays par mois sans frais**

En prime***

- trousse de messagerie (incluant la boîte vocale évoluée et la messagerie texte et par courriel)
- service de dépannage routier



Une vaste gamme d'appareils numériques



- MONTRÉAL**
 3573, boul. St-Laurent (514) 288-0600
 732, rue Ste-Catherine O. (514) 877-0090
 Centre Eaton (514) 844-6242
 2360, rue Notre-Dame O. (514) 983-1666
 1, Place-Ville-Marie, bur. 11108 (514) 394-0000
 8984, boul. de l'Acadie (514) 387-9999
 1201, av. Greene (514) 933-8000
 5150, rue Jean-Talon O. (514) 341-2221
 5954, boul. Métropolitain E. (514) 257-8826
 6224A, rue St-Jacques O. (514) 369-4000
 Place Alexis-Nihon (514) 865-9949
 Place Versailles (514) 355-0003
 Les Galeries d'Anjou (514) 356-0356
BOUCHERVILLE
 Promenades Montarville (505) 449-4998
BROSSARD
 7005, boul. Taschereau, bur. 150 (450) 526-3111
 Mail Champlain (450) 671-3300
 Place Portobello (450) 571-4744
CHÂTEAUGUAY
 129, boul. St-Jean-Baptiste (450) 692-2201
DOLLARD-DES-ORMEAUX
 3339L, boul. des Sources (514) 683-3333
DRUMMONVILLE
 1565, boul. Lemire (819) 478-0851
GATINEAU
 360, boul. Maloney O., bur. 1 (819) 663-8580
 Promenades de l'Outouais (819) 561-3031
GRANBY
 575, boul. Boivin (450) 777-6612
JOLIETTE
 517, rue St-Charles-Borromée N. (450) 755-4961
KIRKLAND
 2758, boul. St-Charles (514) 428-9000
 16900, route Trans-Canada (514) 693-9265
LAVAL
 1696, boul. des Laurentides (450) 629-6060
 379, boul. Curé-Labelle (450) 622-0303
 Centre Laval (450) 978-1081
 3364, boul. St-Martin O. (450) 682-2640
 241C, boul. Samson (450) 969-1771
 Carrefour Laval (450) 687-5386
LASALLE
 8457, boul. Newman (514) 368-4000
 Carrefour Angrignon (514) 368-4250
L'ASSOMPTION
 814, boul. de l'Ange-Gardien N. (450) 589-1100
L'ÎLE-PERROT
 15, boul. Don-Quichotte Bureau 0324 (514) 425-5505
LONGUEUIL
 1490, chemin de Chambly (450) 442-1566
 1150, rue King-George (450) 448-7777
MAGOG
 221, rue Principale O. (819) 843-4455
POINTE-CLAIRE
 Fairview, Pointe-Clare (514) 695-1554
RENTONVILLE
 110, boul. Industriel (450) 581-4666
 Les Galeries Rive-Nord (450) 431-2355
ROSEMÈRE
 209, boul. Curé-Labelle (514) 971-0707
 Place Rosemère (450) 971-2000
SAINTE-AGATHE
 221, rue Principale E. (819) 321-3331
SAINTE-BRUNO
 Promenades St-Bruno (450) 653-7472
SAINTE-JUSACHE
 360E, rue Arthur-Sauvé (450) 974-9299
SAINTHUBERT
 3399, boul. Taschereau (450) 676-3963
SAINTHYACINTHE
 Les Galeries St-Hyacinthe (450) 261-9991
SAINTE-JEAN
 Carrefour Richelieu (450) 589-4961
SAINTE-JÉRÔME
 108, boul. du Carrefour (450) 431-2355
SAINTE-LAURENT
 438, rue Isabey, bur. 108 (514) 340-0334
 Place Vertu (514) 745-0745
 2100, boul. Marcel-Laurin (514) 856-1884
 300, avenue Sainte-Croix (514) 748-8525
SAINTE-ROSE
 4282, boul. Métropolitain E. (514) 593-7333
SHERBROOKE
 2980, rue King O. (819) 566-5555
 Carrefour de l'Estrie (819) 822-4650
SOREL
 2605, chemin Saint-Roch (450) 742-9600
TERREBONNE
 1270, boul. Moody, bur. 10 (450) 864-1964
 Les Galeries de Terrebonne (450) 964-8403
TROIS-RIVIÈRES
 5335, boul. des Forges (819) 372-5000
 5635, boul. Jean XXIII (819) 372-5005
VICTORIAVILLE
 495, boul. des Bois-Francis Sud (819) 758-8840

Filmographie d'Anthony Quinn, acteur aux deux Oscars

Agence France-Presse



Anthony Quinn

VOICI LA liste des principaux films de l'acteur Anthony Quinn, décédé dimanche à Boston à l'âge de 86 ans, parmi lesquels

- Viva Zapata*
- et *La vie passionnée de Vincent Van Gogh* qui lui ont valu deux Oscars pour le meilleur second rôle en 1953 et 1957.
- > *Parole* (Lew Landers/1936)
- > *The Milky Way* (Leo McCarey/1936)
- > *L'homme de la plaine* (Cecil B. DeMille/1936)
- > *L'Étrange Incident* (William A. Wellman/1943)
- > *Buffalo Bill* (William A. Wellman/1944)
- > *Les Flibustiers* (Cecil B. DeMille/1958)
- > *La Charge fantastique* (Raoul Walsh/1941)
- > *Le Cygne noir* (Henry King/1942)
- > *Sinbad le marin* (Richard Wallace/1947)
- > *Viva Zapata* (Elia Kazan/1952)
- > *La Strada* (Federico Fellini/1954)
- > *La Vie passionnée de Vincent Van Gogh* (Vincente Minnelli/1956)
- > *Notre-Dame de Paris* (Jean Delannoy/1956)
- > *Car Sauvage est le vent* (George Cukor/1957)
- > *Le Dernier Train de Gun Hill* (John Sturges/1959)
- > *L'Homme aux colts d'or* (Edward Dmytryk/1959)
- > *Les Canons de Navarone* (J. Lee Thompson/1961)
- > *Lawrence d'Arabie* (David Lean/1962)
- > *Cyclone à la Jamaïque* (Alexander Mackendrick/1965)
- > *Zorba le Grec* (Michael Cacoyannis/1964)
- > *Les Centurions* (Mark Robson/1966)
- La 25^e heure (Henri Verneuil/1967)
- > *Jésus de Nazareth* (Franco Zeffirelli/1977)
- > *Last Action Hero* (John McTiernan/1993)
- > *Les Vendanges de feu* (Alfonso Arau/1995)



MONDE

Israël rugit, mais soupèse sa riposte

L'attentat de vendredi – 20 morts – a été revendiqué par le bras armé du Hamas

CHARLY WEGMAN
Agence France-Presse

JÉRUSALEM – Israël a accentué la pression hier sur le président palestinien Yasser Arafat pour qu'il applique un cessez-le-feu tout en mesurant sa riposte à l'attentat suicide vendredi, à Tel-Aviv, qui a tué 19 Israéliens et le kamikaze palestinien.

L'attentat a été revendiqué hier par les Brigades Ezzeddine al-Qassam, bras armé du mouvement islamiste Hamas, qui ont promis de poursuivre leurs opérations contre Israël.

« Le martyr Saïd Houtari, 20 ans, originaire de Kalkiliya et habitant la Jordanie s'est fait exploser et a tué un grand nombre de sionistes », a indiqué le communiqué.

La radio publique israélienne avait entre-temps annoncé qu'une offensive militaire contre les mouvements Jihad islamique et Hamas avait commencé.

« Un ordre a été donné à l'échelon politique pour que l'armée attaque le Hamas et le Jihad islamique et cette offensive a commencé », a indiqué la radio.

« Des opérations doivent aussi viser l'Autorité palestinienne et elles doivent être effectives, c'est-à-dire ne pas viser des bâtiments vides. Elles seront ordonnées lorsque le moment sera jugé opportun », selon la radio.

« Nous avons le doigt sur la gâchette pour assurer la sécurité des citoyens d'Israël (...) Arafat, tu n'obtiens rien par la violence et le terrorisme », a pour sa part prévenu le ministre israélien de la Défense, Binyamin Ben Eliezer.

Selon un responsable israélien de la sécurité, l'appel de M. Arafat samedi soir à un cessez-le-feu « total et immédiat » a permis de prévenir des raids aériens « sévères » en représailles à l'attentat suicide.

« Nous étions sur le point de mener une très très sévère opération aérienne (...) avant sa déclaration », a indiqué à la presse ce responsable sous couvert d'anonymat.

« Malheureusement, je suis sûr qu'elle aura lieu lorsque M. Arafat décidera de reprendre le terrorisme et de ne pas respecter le cessez-le-feu », a-t-il déploré.

M. Arafat avait appelé à un cessez-le-feu « total et immédiat » et le même soir, la sécurité palestinienne a indiqué que des contacts avaient été pris avec « les factions nationales et islamiques pour obtenir une application immédiate de cette décision ».

Mais les 13 mouvements de la coalition des Forces nationales et islamiques, qui compte aussi le Fatah de M. Arafat, ont appelé hier les Palestiniens à poursuivre l'Intifada (soulèvement).

Dans la soirée, le premier ministre israélien Ariel Sharon, qui s'était rendu au chevet de blessés de l'attentat de vendredi, a défendu sa politique de retenue, affirmant à la presse que « la retenue était aussi une composante de la force ».

Une politique de retenue saluée par le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui a affirmé qu'« Ariel Sharon est sous une pression énorme pour réagir et je suis heureux qu'il mesure sa réponse », dans un entretien à la chaîne de télévision américaine NBC.

Il s'est également déclaré satisfait de l'appel de M. Arafat à un cessez-le-feu.

« Arafat exerce un grand contrôle. Il ne peut pas contrôler chaque individu et chaque organisation mais il exerce un grand contrôle », a estimé M. Powell.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer, qui a décidé de reporter son départ du Proche-Orient, s'est entretenu avec

MM. Sharon et Arafat, évoquant avec ce dernier « les modalités d'application du cessez-le-feu », a-t-il dit à la presse.

La Russie, co-parrain du processus de paix au Proche-Orient, a décidé pour sa part d'envoyer aujourd'hui l'ambassadeur extraordinaire Andreï Vdovine au Proche-Orient afin d'aider à rétablir le dialogue après l'attentat meurtrier de Tel-Aviv, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères, cité par l'agence ITAR-TASS.

Le premier représentant spécial du ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov a se rendre dans la région a pour mission d'« aider les parties à ne pas laisser le conflit s'aggraver et à mettre un terme à la violence », afin d'aboutir à la « reprise du processus de négociations » au Proche-Orient, selon le ministère.

L'armée israélienne a maintenu un strict blocus des zones autonomes en Cisjordanie et fermé les passages frontaliers des territoires palestiniens avec la Jordanie et l'Égypte.

En outre, des hélicoptères et chasseurs-bombardiers israéliens, ont survolé la bande de Gaza, selon des témoins, faisant craindre aux Palestiniens l'imminence d'une attaque.



Photo AP
Saïd Houtari, présumé kamikaze de la tragédie de vendredi dernier, en bord de mer de Tel Aviv.

Un kamikaze autonome ?

L'AUTEUR de l'attentat suicide de 8el-Aviv vendredi « n'avait aucune appartenance politique » et personne parmi ses proches ne s'attendait à ce qu'il se livre à une telle opération, a déclaré hier à l'AFP un de ses proches en Jordanie. « Saïd Houtari avait environ 22 ans. Il effectuait régulièrement la prière (un des cinq piliers de l'islam) mais n'avait aucune appartenance politique connue et ne participait même pas aux manifestations anti-israéliennes en Cisjordanie », a expliqué un de ses proches qui se trouvait au domicile de la famille Houtari, à Zarqaa, dans la banlieue nord-est d'Amman. — d'après AFP

Saddam a décelé un « grand héros »

LE PRÉSIDENT irakien Saddam Hussein s'est félicité hier de l'attentat suicide palestinien, qui a fait 19 tués israéliens vendredi à Tel-Aviv, affirmant que son auteur était « un grand héros », a rapporté la télévision d'État irakienne. « Il s'agit d'un grand héros qui a non seulement vengé en partie les enfants et les femmes de Palestine mais également ceux de l'Irak soumis à un embargo d'origine sioniste », a déclaré le chef d'État. — d'après AFP

Moubarak craint l'impasse

LE PRÉSIDENT égyptien Hosni Mubarak, dont le pays a condamné l'attentat de Tel-Aviv, a averti hier que le recours à la force menait à l'impasse et ne pouvait résoudre le conflit israélo-palestinien. « Nous avons dit à toutes les parties que le recours à la violence et l'emploi de la force ne mènent à rien. Ils ne font qu'accroître l'effusion de sang, intensifier les différends et miner la confiance », a-t-il déclaré hier soir dans un discours à l'occasion de la célébration, aujourd'hui, de l'anniversaire de naissance de Mahomet. « Malgré les complications survenues au fil des jours, nous continuons de penser que la voie idéale pour sortir de l'impasse créée par le cercle vicieux de la violence (...) est d'œuvrer par les moyens pacifiques légitimes », a ajouté M. Mubarak dans sa déclaration rapportée par l'agence égyptienne MENA. — d'après AFP



Photo MARTIN CHAMBLAND, La Presse
Deux souches, même objectif : la paix. Les psychiatres Ruchama Marton, israélienne, et Eyad El-Sarraj, palestinien.

Guerre de fous

Deux psychiatres – l'une israélienne, l'autre palestinien – offrent une prescription

RIMA ELKOURI

L'USAGE DE LA FORCE n'est pas une solution au conflit israélo-palestinien. « Bien au contraire. Ça ne peut que susciter plus de problèmes, plus de haine et plus de tueries. C'est un cercle vicieux », croit la psychiatre israélienne Ruchama Marton, présidente de la Chaire des médecins pour les droits humains en Israël.

Le Dr Marton et son collègue palestinien Eyad El-Sarraj, directeur du programme en santé mentale de Gaza, étaient de passage à Montréal cette semaine dans le cadre d'une tournée parrainée par une vingtaine d'organisations non gouvernementales canadiennes, regroupant des juifs et des Palestiniens de la diaspora. Leur objectif : parler de la douleur cachée vécue par les Palestiniens et les Israéliens et de l'urgence de trouver des solutions au conflit.

« Nous devons agir ensemble et réfléchir ensemble », a plaidé le Dr Marton, qui a elle-même fondé, en 1988, l'Association des médecins israéliens et palestiniens pour les droits humains. « Il nous faut trouver des solutions alternatives. »

La deuxième intifada a fait resurgir une réalité que la communauté juive israélienne préférerait ne pas voir, croit la psychiatre. « La communauté croyait que l'occupation était terminée depuis les accords d'Oslo, il y a huit ans. C'était un soulagement pour elle. Plus personne n'était coupable, plus personne n'était responsable, il ne restait plus qu'à régler quelques détails. Les faits ne dérangeaient personne. Ces faits, c'est que l'occupation n'a pas cessé un seul moment. »

« Les colonies sont toujours là, poursuit le Dr Marton. Elles seront une source de conflit, de rage et de violence jusqu'au jour où elles seront évacuées. Sans compter la violence quotidienne de l'occupation. Une violence que la majorité des Israéliens ne connaissent pas. L'humiliation quotidienne, l'adversité, l'impossibilité pour les Palestiniens de quitter leurs villages, ce soit pour des activités sociales, familiales ou professionnelles, pour aller étudier ou pour recevoir des

soins de santé. La vie est en suspens dans les villages. »

L'occupation, qui dure depuis 34 ans, crée des formes chroniques de stress, note le Dr El-Sarraj, qui est à la tête de la Commission palestinienne sur les droits des citoyens. « Les enfants sont particulièrement touchés, dit-il. Il y a beaucoup de cas de dépression. Le niveau de désespoir explique en partie les attentats-suicides. Le message est : si Israël a le pouvoir des F-16, nous avons le pouvoir de la mort. »

« C'est un conflit entre la pathologie de l'arrogance du pouvoir et la pathologie du désespoir, résume le Dr El-Sarraj. Le conflit est plus meurtrier que jamais. Les carnages font maintenant partie du quotidien. C'est sérieux. L'heure est venue pour une intervention de l'extérieur pour faire respecter les résolutions des Nations unies. »

Du côté israélien, la deuxième intifada a créé une nouvelle ère de peur et de confusion, constate le Dr Marton. « C'est dangereux de prendre l'autobus, d'aller dans des endroits publics. C'est dangereux même de traverser la rue, parfois, ou de monter à bord d'une voiture, surtout dans les territoires occupés. Les gens ont peur et sont confus parce qu'ils croyaient vraiment que l'usage de la force allait régler le problème. Mais maintenant que Sharon a recours de plus en plus à la force, la situation ne cesse de se détériorer. »

La solution, tant pour le bien des Israéliens que pour celui des Palestiniens, c'est de faire cesser l'occupation, croit le Dr Marton. « Ce ne serait que la première étape, dit-elle. Il faudrait aussi qu'entre Israéliens et Palestiniens, les comportements changent. Qu'il y ait du respect, ce qui n'existe pas en ce moment. Il n'y a qu'un rapport de force. »

Que faire pour briser le cycle de la violence ? « Je continue d'encourager les autorités palestiniennes et le peuple palestinien, comme je l'ai déjà fait, à cesser d'utiliser comme moyen de résistance toute forme de violence, dit le Dr El-Sarraj. Parce que la résistance violente sert de justification aux autorités militaires israéliennes pour détruire davantage et confisquer d'autres terres. »

Les deux psychiatres disent savoir que leur point de vue n'est pas celui de la majorité en Israël. « Mais c'est un point de vue qui gagne en popularité tant du côté juif que palestinien », disent-ils.

Colin Powell : rapports délicats avec Bush et Rumsfeld

Le secrétaire d'État avoue des divergences avec son homologue à la Défense

d'après AFP

WASHINGTON — Le secrétaire d'État américain Colin Powell a rejeté hier l'idée que des tensions existeraient entre lui et le président George W. Bush, mais admis avoir parfois des différences d'approche avec le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

« Il n'y a pas de fossé » entre le président et moi, a-t-il déclaré à NBC, en réponse à une question.

« J'applique sa politique étrangère, pas celle de Colin Powell », a-t-il ajouté.

« Le président et moi parlons régulièrement et nous nous voyons régulièrement et je sais ce qu'il veut », a encore ajouté M. Powell.

Le secrétaire d'État a par ailleurs reconnu qu'il avait parfois des « différences de perspective » avec le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et « de temps en temps un désaccord », tout en les minimi-

sant.

« En parlons-nous ? Oui ! », a-t-il dit. « Nous nous connaissons depuis 25 ans, et les commentaires sur un fossé entre moi et mes collègues de l'administration sont relativement excessifs », a-t-il ajouté.

La presse américaine évoque régulièrement de possibles tensions entre M. Powell, perçu comme un modéré, avec l'aile plus conservatrice de l'administration américaine dont fait partie M. Rumsfeld. Les

deux hommes ont notamment pris des positions différentes sur la question des troupes américaines dans les Balkans.

Donald Rumsfeld est en faveur d'un retrait des troupes américaines de Bosnie où il estime que les militaires ont achevé leur travail de maintien de la paix.

En avril, M. Powell avait, lui, déclaré à Paris que l'administration américaine avait l'intention de rester engagée dans les Balkans.



Photo AP
Colin Powell, secrétaire d'État des États-Unis

Grand deuil à Katmandou



Photos AP

À la suite de l'assassinat de huit membres de la famille royale du Népal, les témoignages de deuil affluent au palais royal de Katmandou. Tantôt, c'est le portrait du roi Birendra et de la reine Aishwarya, tous deux décédés, qui est recouvert de fleurs. Tantôt, c'est une dame qui pleure la disparition des personnes assassinées au moment de signer un livre de condoléances. Tantôt encore, c'est un officier de police népalais qui rase la tête d'un collègue de travail en symbole de respect au défunt roi Birendra. Le drame est survenu vendredi soir au palais royal. Le prince Gyanendra, frère du défunt roi, a affirmé hier que c'est la décharge accidentelle de l'arme à feu automatique du prince Dipendra, fils du roi Birendra, qui serait à l'origine de la tragédie. La presse internationale évoquait plutôt une querelle de famille au terme de laquelle le prince Dipendra aurait ouvert le feu de ses deux pistolets automatiques avant de retourner l'arme contre lui.

EXPRESS INTERNATIONAL

HAÏTI | Élections législatives

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'Organisation des États Américains (OEA), le Colombien Cesar Gaviria, a affirmé hier soir à San José, lors de la cérémonie d'ouverture de la 31^e Assemblée générale que des élections législatives anticipées seront organisées à Haïti en 2002. « Le président (Jean Bertrand) Aristide s'est engagé auprès de l'OEA à former un nouveau conseil électoral et à organiser en 2002 des élections anticipées pour renouveler le Parlement et le Sénat », a annoncé M. Gaviria dans le discours d'ouverture. « Les missions successives de l'OEA s'étaient soldées par des échecs. Mais il ne fait aucun doute que les précédentes élections législatives ont été entachées l'année dernière de très nombreuses irrégularités et de manipulation et que de nouvelles élections devaient être organisées », a ajouté le secrétaire général de l'OEA qui s'est rendu cette semaine à Haïti où il a rencontré le président Aristide. Le parti Famille Lavalas de M. Aristide exerce un contrôle total sur le gouvernement et le Parlement, entraînant la suspension de millions de dollars d'aide internationale au pays, le plus pauvre du continent américain. La mission de l'OEA et du Marché Commun de la Caraïbe, avait pour but d'offrir au pays « une dernière chance » de surmonter sa crise politique et de débloquent l'aide internationale. « Des mois ou des années pourraient passer avant qu'une nouvelle chance apparaisse de surmonter la paralysie et le blocage de l'assistance internationale », avait prévenu le secrétaire général adjoint de l'OEA, Luigi Einaudi. À l'issue de ses entretiens avec les différentes parties, M. Gaviria a pu annoncer hier les engagements du président Aristide sur de nouvelles élections. — d'après AFP

SIDA | Faible mobilisation

ENVIRON 300 PERSONNES, selon un décompte de l'AFP, se sont rassemblées hier à Washington pour commémorer 20 années d'épidémie de sida. Le 5 juin 1981, l'Amérique découvrait les premiers cas de personnes infectées par une mystérieuse et meurtrière maladie qui s'est révélée ensuite être le sida. Un défilé a été organisé devant le siège de l'association de la recherche et de l'industrie pharmaceutique pour demander une baisse du prix des médicaments pour traiter cette maladie. Il a ensuite rejoint le Capitole, siège du parlement américain. Entre 800 000 et 900 000 personnes sont porteuses aux États-Unis du virus HIV, tandis que 40 000 nouveaux cas y sont enregistrés chaque année, selon des chiffres officiels des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies infectieuses (CDC) à Atlanta. Au 31 décembre 2000, le sida avait tué près de 440 000 personnes aux États-Unis, selon cet organisme. — d'après AFP

MILOSEVIC | Discussions

DES DISCUSSIONS sur un projet de loi sur le TPI, censée autoriser l'extradition de l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic, ont commencé hier soir avec trois heures de retard sur l'heure prévue, a constaté un correspondant de l'AFP. Le début des discussions a été retardé par des consultations menées entre les leaders de la coalition serbe DOS au pouvoir, dont rien n'a filtré au siège du gouvernement yougoslave à Belgrade où elles se tiennent. Le partenaire de la DOS regroupée autour du président yougoslave Vojislav Kostunica, le Parti socialiste populaire (SNP) du Monténégro s'oppose à la clause de la loi autorisant l'extradition de citoyens yougoslaves inculpés par le TPI. Selon le quotidien Blic à paraître lundi, le SNP propose qu'une loi sur la coopération avec le TPI soit adoptée par le parlement yougoslave mais que l'éventuel transfert à la Haye de personnes réclamées par le TPI soit décidé par les autorités de la Serbie ou du Monténégro, les deux républiques qui forment la Yougoslavie. — d'après AFP

PRÉSIDENTIELLE | Le Pen confirme

Jean-Marie Le Pen a confirmé hier qu'il serait candidat à la présidentielle en 2002, se présentant « comme un véritable candidat de recours populaire ». « Je suis le porte-parole, je crois indiscutable sinon indiscuté, d'un courant national et populaire aussi ancien que l'histoire de France », a déclaré le président du Front national lors du Forum RMC-Infonie-Le Point. Il a affirmé avoir « déjà au moins 200 » des 500 signatures d'élus requises pour la candidature à l'Élysée. « Aux deux dernières élections, j'ai réuni le nombre suffisant de maires et je pense que cette fois-ci je le ferai aussi », a-t-il dit, précisant : « J'en ai déjà au moins 200, ne serait-ce que par mes propres élus ». Persuadé de réaliser un score supérieur aux 5 % de suffrages nécessaires au remboursement des frais de campagne, Le Pen a estimé que « le Front national va donner pleinement sa mesure » et que « la classe politique et sondagique aura des surprises ». — d'après AFP

Des coopérants d'ici craignent le pire

JEAN-FRANÇOIS DESBIENS
collaboration spéciale

DANIEL PROULX et Dominique Jutras, deux coopérants québécois arrivés à Katmandou depuis à peine quelques mois avec leur jeune fils, sont sous le choc depuis la tuerie de vendredi soir qui a décimé la quasi-totalité de la famille royale népalaise, dont le roi Birendra et la reine Aishwarya. Tout comme la population du pays, paralysé depuis et pour encore toute la semaine. Et même si la sécurité de ces Montréalais n'est pas menacée jusqu'à maintenant, ils limitent leurs sorties, tel qu'on le leur a conseillé. « On ne sait pas vraiment ce qui se passe et on craint le pire depuis la mort du roi. »

Le couple est pourtant habitué à voyager. Amateur de trekking, cameramen et photographe, Daniel a fait le tour du monde et s'est rendu plusieurs fois au Népal. Dominique l'avait déjà accompagné dans ce pays extrêmement pauvre, mais mythique aux yeux des aventuriers avec le plus haut sommet du monde et une capitale dont le nom suffit à attirer de très nombreux touristes. Cette fois-ci, juste avant de partir de Montréal, en signant leur contrat de deux ans avec le Centre canadien de coopération internationale (CECI) pour réaliser un projet audiovisuel destiné aux plus pauvres du pays, ils étaient loin de se douter qu'ils assisteraient aux événements tragiques survenus durant la fin de semaine au Népal. Qu'ils se retrouveraient au coeur de la tempête. Avant de partir, ils y avaient songé longtemps, parce que pour la première fois ils emmenaient avec eux Carl-Emmanuel, leur fils de 5 ans.

« On ne s'attend pas à ce type d'événement téléphonique à La Presse depuis la maison qu'elle habite à Katmandou. C'est un choc, une surprise. Pour nous, le peuple et pour tous les étrangers aussi. Et pour rajouter à cela, on ne sait pas vraiment ce qui se passe. Le gouvernement contrôle tout, et on doit se renseigner en écoutant CNN et en naviguant sur le Net. »

Daniel, Dominique et Carl-Emmanuel ne sont pas officiellement consignés à résidence, mais ils limitent leurs déplacements. « Depuis vendredi, et surtout durant les funérailles samedi, on nous a conseillé de rester à la maison. Il y a eu beaucoup de monde, de la bousculade. Les ONG et les organismes res-

pensables des coopérants nous ont demandé de rester à la maison. On sort, précise la jeune femme, pour aller chercher du lait et c'est à peu près tout. »

Le pays est paralysé, tout comme eux. « Tout est fermé, les écoles, les bureaux, depuis que le deuil national a été décrété. Cette période devrait durer 13 jours. On en a donc pour encore au moins une semaine. On a dû évidemment suspendre notre travail. » Daniel souligne de son côté que la situation politique est très précaire, et qu'il y a beaucoup de risques de violence. « On ne craint pas pour nos vies, notre sécurité, mais ça peut tourner très mal. »

« Plusieurs hypothèses circulent ici pour expliquer ce qui s'est passé, enchaîne sa conjointe, qui a commencé à apprendre la langue du pays. Les gens se demandent, tout comme nous, si ce ne serait pas un complot de la guérilla maoïste, ou du frère du roi, qui est devenu régent du pays. Il n'est pas aimé, contrairement au défunt roi, qui a accepté la fragile démocratie et qui représentait la stabilité. D'autres ne croient pas que le prince héritier Dipendra, qui a été sacré roi, soit véritablement dans le coma, qu'il reviendra. »

Chose certaine, souligne Dominique, en attendant que le mystère se dissipe vraiment, les Népalais ne veulent pas croire, mais absolument pas, la version officielle, mais la plus plausible, celle du vice-premier ministre Ram Chandra Paudel. Ce dernier a déclaré que vendredi soir, le prince héritier a abattu son père, sa mère, et six autres membres de la famille royale, au palais, pour ensuite retourner l'arme contre lui. Parce que la reine refusait qu'il se marie avec une femme d'origine indienne. Selon certaines informations, elle l'aurait menacé de ne pas monter sur le trône.

Et comme partout dans le monde, les Népalais ont souri en écoutant le message du régent, le prince Gyanendra, diffusé par la radio d'État, voulant que le massacre soit le résultat d'un « simple accident », provoqué par une arme automatique qui a explosé.

« Les Népalais, termine Dominique, n'admettent pas que le prince héritier ait tué les membres de sa famille, que la famille royale ait pu s'entre-tuer. Pour eux, c'est un symbole. Et parce qu'ils ne savent pas ce qui se passe, toutes les hypothèses circulent. »

Le couple montréalais craint de devoir rentrer précipitamment, d'être rapatrié. Ce qu'il ne souhaite pas, jusqu'à présent...

PÉROU | Toledo l'emporte

Agence France-Press

LIMA — Le centriste Alejandro Toledo était assuré hier soir de devenir le prochain président du Pérou, son rival au second tour de la présidentielle d'hier, l'ex-président social-démocrate Alan García, ayant reconnu sa victoire, avant même la publication des résultats définitifs.

Alan García a estimé que la tendance des résultats, faisant état en milieu de soirée d'une victoire de Alejandro Toledo par 51,78 % des suffrages, ne pouvait « être inversée ».

« Je veux adresser mes félicitations à Toledo, le vainqueur de l'élection démocratique de ce jour », a déclaré Alan García, se déclarant prêt à offrir son soutien au nouveau président.

Selon les derniers résultats officiels portant sur le dépouillement de 61,9 % des bulletins de vote, Alejandro Toledo a obtenu 51,58 % des voix contre 48,42 % à Alan García.

Les bulletins nuls représentent 10,75 % et les votes en blanc 2,03 %, a précisé l'Office national des Opérations électorales (ONPE), dans un troisième bulletin officiel diffusé en milieu de soirée.

Candidat du mouvement Pérou Possible, Alejandro Toledo devrait donc succéder le 28 juillet au président Alberto Fujimori, destitué en novembre dernier et remplacé à titre intérimaire par le président du Congrès, Valentin Paniagua.

Des milliers de partisans de Toledo se sont rassemblés en début de soirée devant son quartier général de campagne, installé dans l'hôtel Sheraton au centre de Lima, sur le Paseo de la Republica, afin de célébrer sa victoire.

Brandissant des banderoles et des portraits de Toledo, ils scandaient « Toledo président ».

Le second tour de la présidentielle, au cours duquel un total de 14,9 millions d'électeurs devaient se prononcer, s'est déroulé dans le calme dans l'ensemble du pays.

Craignant des débordements en cas de résultats serrés, Alejandro Toledo et son rival Alan García avaient lancé dans la journée un appel au calme afin qu'aucun incident ne puisse entraver un retour total de la démocratie au Pérou.

Ce scrutin, le quatrième en un peu plus d'un an, devrait permettre aux 25 millions de Péruviens de retrouver la stabilité, après une période de crise, marquée par la chute du président Fujimori, destitué le 21 novembre dernier, cinq mois après sa réélection contestée à un troisième mandat.

Lors du premier tour, le 8 avril, Alejandro Toledo avait obtenu 36,51 % des voix, contre 25,78 % à Alan García.

Alejandro Toledo a été le principal artisan de la chute du président Fujimori et de son régime autoritaire.

Se présentant comme l'homme du changement et le défenseur de la démocratie, face au régime autoritaire du président Fujimori, il s'était imposé l'an dernier comme le candidat de l'opposition pour l'élection présidentielle d'avril 2000, où il a obtenu plus de 40 % des voix au premier tour.

D'origine quechua, âgé de 55 ans, Alejandro Toledo, issu d'un milieu pauvre, a effectué une étonnante et rapide ascension sociale.

Diplômé d'économie de l'Université de Stanford (San Francisco, États-Unis), il a notamment été consultant à la Banque mondiale.



Photo AFP

Tony Blair presse son électorat de ne pas boudier les urnes

Le premier ministre Tony Blair va concentrer ses trois derniers jours de campagne sur l'électorat travailliste, dont il craint une abstention importante en l'absence de rival sérieux face aux travaillistes, affirme aujourd'hui la presse britannique. Le Parti conservateur, qui n'a plus aucun espoir de gagner les élections de jeudi, a décidé de consacrer toute son énergie à mettre en garde les électeurs de tous bords sur les dangers pour la démocratie d'une majorité écrasante des travaillistes au Parlement, soulignant l'Independent et le Financial Times.

Le fantôme de Kim Il Sung

PYONGYANG — « Le grand leader Kim Il Sung est toujours avec nous. » « Armons-nous encore plus fermement dans l'idée révolutionnaire du grand leader Kim Il Sung. » « Permettons-nous de vivre comme nous l'entendons. » « Suivons la nouvelle route vers le nouveau siècle. » « Vivons à la manière des héros industriels. » « Longue vie à la grande idée Juche. »

Dans la rue, les Nord-Coréens voient des slogans communistes presque aussi souvent que les Montréalais subissent la pub. Le régime nord-coréen est arrivé à un contrôle des esprits que même George Orwell aurait eu de la difficulté à imaginer. Internet n'a pas droit de cité, les téléviseurs et les radios ne captent que les postes nord-coréens. Et si quelqu'un réussissait à trafiquer un récepteur, il risquerait la mort.

Les restrictions ne sont pas levées à l'étranger : parmi la trentaine de diplomates de l'ambassade nord-coréenne à Pékin, un seul a le droit de sortir de l'édifice. Un sous-marinier nord-coréen échoué dans le Sud en 1996 s'est fait prendre parce qu'il ignorait que les foyers sud-coréens étaient équipés du téléphone : les gens chez qui il se cachait avaient tout simplement appelé la police pendant qu'il avait le dos tourné.

Selon plusieurs coopérants et diplomates occidentaux, les Nord-Coréens sont ainsi réellement persuadés qu'on meurt de faim à l'étranger, que tous les pays ennemis rêvent d'envahir la Corée du Nord, et que Kim Jong Il est acclamé en Corée du Sud comme le réunificateur de la péninsule. « Le nombre de Nord-Coréens qui fuient en Chine est ridiculement bas compte tenu de la crise alimentaire, observe un diplomate canadien. Je crois qu'ils sont vraiment arrivés à créer l'« homme nouveau » de Marx, grâce à un niveau inimaginable de contrôle des esprits. »

La terreur compense là où le manque d'informations ne suffit pas. Plus de 150 000 personnes seraient internées dans des « camps de rééducation », selon le gouvernement américain. Certains y sont envoyés pour avoir un appareil audiovisuel interdit en leur possession — une simple radiocassette suffit. D'autres, pour avoir volé des biens ou des denrées dans leur entreprise. Les exécutions publiques ne sont pas rares, à la prison comme sur la place du village.

Hagiographie

Nulle part la propagande est-elle plus éhontée que dans l'hagiographie de la famille Kim. À lire les innombrables biographies de Kim Il Sung et de son fils, Kim Jong Il, on croirait qu'ils ont reconstruit le pays à mains nues, seuls, après la Guerre de Corée. Leurs « conseils impromptus » ont révolutionné les fermes, usines, centrales électriques, transports en commun et bataillons militaires. À la bibliothèque centrale, par exemple, les tables à hauteur réglable sont dues à un « cours impromptu » de Kim fils, qui avait observé que les étudiants n'avaient pas tous la même taille, nous a expliqué admiratif notre guide.

En cours de route, certains réarrangements historiques sont nécessaires. Un dictionnaire révolutionnaire de 1970, qui dénonçait la transmission du pouvoir politique de père en fils, a été réécrit pour permettre à Kim Jong Il d'entrer en jeu à la fin des années soixante-dix. Jeune adulte, dans les années soixante et soixante-dix, il s'était surtout fait connaître à l'étranger pour son goût pour les fêtes et le cinéma — il a fait kidnapper une actrice hongkongaise par amour pour ses films. Mais sept ans après la mort de son père, il semble solidement aux commandes de l'État. En 1998, la fonction de président a été abolie, pour que Kim Il Sung soit confiné au poste de « président éternel ».

Quant à Kim Il Sung, la propagande lui attribue l'entière responsabilité de la défaite des Japonais en Corée, et le couronne vainqueur des États-Unis durant la guerre de 1950-53. En fait, il n'était qu'un résistant parmi tant d'autres, qui a eu la chance de survivre aux rafles japonaises. Né Kim Song Ju en 1912, il a pris le nom d'un résistant célèbre, pour mieux s'attribuer sa légende. Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Soviétiques l'ont aidé à éliminer ses opposants non communistes dans le Nord. Son fils a bien appris : il a remplacé les trois quarts des généraux depuis 1994.

Après la fin de la Guerre de Corée, Kim Il Sung s'est attelé à écarter les résistants antijaponais qui auraient pu lui faire de l'ombre. De grandes purges lui ont assuré le contrôle total de l'État, dont il s'est servi pour mener une politique étrangère habile, jouant tantôt sur la Chine, tantôt sur l'URSS. L'idéologie d'autarcie Juche, par exemple, aurait en partie servi à éviter de devoir prêter allégeance à l'un ou l'autre de ses deux puissants alliés, alors en froid.

Le cimetière patriotique de Jujak, qui surplombe le zoo de Pyongyang, donne une idée des raisons de la légitimité du régime Kim auprès des Coréens du Nord. Les soldats mouraient jeunes entre 1920 et 1953, avant même la fin de l'adolescence durant l'occupation japonaise. Tout en haut, une quinzaine de pierres tombales, dont celle de la mère de Kim Jong Il, Kim Jong Suk, rassemblent l'état-major de groupe de 200 partisans que commandait Kim Il Sung en 1945. Seules deux tombes portent des dates postérieures à 1960.

—FIN—

En Corée du Nord, la diplomatie des canons de la guerre froide a toujours cours. Un arsenal imposant est braqué sur la Corée du Sud, des bombes nucléaires et des missiles intercontinentaux sont au menu. Dans le troisième et dernier volet de notre série, nous voyons que Séoul vit cette menace avec ambivalence.



Photos MATHIEU PERREAU, La Presse

La Zone démilitarisée séparant les deux Corées est un tel «no man's land» qu'une faune digne d'une réserve naturelle s'y est installée. Byol Suk, Li Dong Suk et Li Dae Suk sont des triplets de cinq mois. Leurs parents viennent les voir chaque semaine à l'orphelinat de Pyongyang. Lors de notre visite à Mangyongdae, le lieu de naissance de Kim Il Sung, une cinquantaine d'élèves balaient soigneusement la neige hors des plates-bandes.



Des canons gardiens de la paix



MATHIEU PERREAU

envoyé spécial

EN CORÉE DU NORD

SAM | 1 > Un peuple affamé

DIM | 2 > Des frères étrangers

LUN | 3 > La Zone démilitarisée

SÉOUL — Beaucoup de pays meurent de faim dans le monde. Mais la Corée du Nord attire beaucoup plus l'attention que d'autres : elle reçoit un demi-milliard de dollars d'aide internationale par année, 50 % plus que l'Éthiopie, un pays deux fois plus peuplé. La raison est simple : le régime de Pyongyang est armé jusqu'aux dents. Et, surtout, son « cher leader » est imprévisible.

Alors que la plupart des hôpitaux n'ont pas d'électricité pour leurs salles d'opération, la Corée du Nord consacre de 30 à 40 % de son PNB à son armée (6 % à 8 % au Canada). Ces dépenses déraisonnables sont justifiées par l'idéologie Juche, une variation nationaliste sur le thème de Marx, qui prône l'autarcie et encourage la méfiance envers les puissances étrangères. Des recherches militaires nucléaires et bactériologiques ont été conduites dans les années quatre-vingt, et un programme balistique à longue portée est en cours. (Mais Pyongyang insiste qu'il s'agit de lanceurs de satellites.)

À une cinquantaine de kilomètres au nord de Séoul, une ville de 11 millions d'habitants, s'étend la région la plus densément militaire au monde. Une bande de quatre kilomètres de large et de 250 kilomètres de long, paradoxalement appelée zone démilitarisée (ZDM), sépare les deux Corées. Mais

au-delà, les canons nord-coréens sont pointés sur Séoul. Pyongyang maintient l'essentiel de ses forces armées, fortes de 1,2 million de soldats, le plus près possible de la ZDM. Le Sud consacre 15 milliards par année à son armée, trois fois plus que le Nord. Mais pour Séoul, ces dépenses militaires ne constituent que 3,5 % du PIB.

Pour surprendre les armées sud-coréennes à revers, les stratèges nord-coréens ont percé au moins quatre tunnels longs de plusieurs kilomètres, sous la ZDM. La visite de la ZDM comprend un arrêt au troisième tunnel, dont l'existence a été trahie par un espion en 1978. Au fond d'une pente douce de 300 mètres, on peut parcourir un autre 150 mètres à l'horizontale, entre des murs suintants. Au fond, un soldat monte la garde devant les 150 derniers mètres avant la frontière. Derrière lui, on voit un autre soldat, de dos, en position mi-Rambo, mi-Tae-Kwon-Do. Il faut présenter à l'ennemi une image redoutable. À l'entrée du tunnel, cependant, la sonnerie du téléphone des gardes suit l'air de *Small World*, de Walt Disney.

Figée dans le temps

Le problème de la ZDM, c'est que l'armistice devait être suivi d'un traité de paix qui n'a jamais vu le jour. « En théorie, les forces de chaque côté de la ZDM devraient être au même niveau qu'au moment de l'armistice », explique le lieutenant colonel Stephen Tharp, de l'armée américaine. « C'est évidemment impossible : il aurait fallu garder la technologie des années cinquante. Alors on a oublié cette clause. Chaque côté installe autant d'armes qu'il veut de son côté de la ZDM. »

Tant le Sud que le Nord se livrent à une guerre de drapeaux intense au-dessus de la ZDM. « Pendant un certain temps, ils jouaient à qui aurait la plus haute hampe », indique le lieutenant-colonel Tharp. Les bâtiments qui flanquent les baraques de négociations à Panmunjon ont rigoureusement la même hauteur. Des haut-parleurs vantent les mérites de chaque pays aux militaires de l'autre.

Pendant les 20 premières années de la ZDM, des gardes de chaque côté y étaient permis. Entre 1966 et 1969, 44 militaires

américains sont morts, au cours de « la deuxième guerre de Corée ». La cohabitation a cessé brusquement après la mort de deux officiers américains, dans une échauffourée en 1976. Les Américains s'étaient mis en tête de couper un arbre qui leur gênait la vue, comme le prévoyait le traité établissant la ZDM. Les Nord-Coréens les ont attaqués. « Le lendemain, nous sommes revenus en force pour couper l'arbre, dit avec une satisfaction martiale le lieutenant-colonel Tharp. Nous avions des B-52 dans le ciel. Ça n'allait pas se passer comme ça. »

Communistes contre cannibales

Le lieutenant-colonel Tharp rencontre les Nord-Coréens toutes les semaines à Panmunjon afin de discuter des affaires courantes de la ZDM. Les militaires américains se plaignent depuis belle lurette des difficiles négociations avec les Nord-Coréens. *Negotiating with Communists*, de l'amiral C. Turner Joy, est le livre de chevet du haut commandement à Séoul. Il faut dire que chaque virgule doit être à la bonne place : l'an dernier, les diplomates canadiens qui négociaient l'établissement des relations diplomatiques ont passé plusieurs heures à s'excuser d'avoir par inadvertance mis un trait d'union dans le nom de Kim Jong Il, une habitude sud-coréenne...

Quant aux Nord-Coréens, ils ne perdent pas une occasion de tourner leurs « ennemis impérialistes » en bourrique : récemment, ils ont traité de « nation de cannibales » les États-Unis. Les jeux d'ombre de la guerre froide ont toujours cours dans la région. Une théorie alambiquée veut que le refus du président George W. Bush de négocier avec la Corée du Nord vise à la pousser à rouler des mécaniques, ce qui amènerait de l'eau au moulin du projet de bouclier antimissile américain.

Pour parvenir à leurs fins, les militaires américains trichent avec leurs règlements. Le lieutenant-colonel Tharp est ainsi chargé de faire boire les Nord-Coréens. « J'ai dû prendre 10-15 livres pour être capable de boire davantage, raconte-t-il, en vidant une énième pint. Deux jours avant chaque rencontre à Panmunjon, je bois quatre ou cinq bières par soir pour augmenter ma tolérance. Si je sers à boire aux Nord-Coréens, ils doivent me resservir. Comme ça, mon patron peut garder l'esprit clair. »

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Les fous de l'île



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

La folie du Grand Prix reprend Montréal. Non seulement le jet set, mais aussi des dizaines de milliers de gens qui carburent à la vitesse, à la mécanique, à Villeneuve. Ou, plus probablement, plus simplement, à l'événement.

Depuis quelques années, Montréal vit son été de folie en folie, de festival en festival. D'événement en événement. La folie est collective, sereine, ouverte sur la planète. Montréal est décidément bien différente de la ville provinciale qui, en 1967, avait brusquement découvert le monde.

Si l'on en croit le sondage SOM dont nous publions la première tranche aujourd'hui, les Québécois considèrent le Grand Prix de Formule 1 comme l'événement qui contribue le plus au rayonnement de Montréal. C'est dire à quel point les gens sont fiers d'accueillir ce cirque de classe mondiale, bien que l'entreprise soit totalement commerciale, et les héros totalement inaccessibles.

Si on leur offrait des billets gratuits pour un événement sportif, deux fois plus de Québécois choisiraient le Grand Prix plutôt que des parties des Canadiens. On voit combien s'est transformée notre culture, sportive et urbaine.

Ce qui compte désormais, ce n'est plus le sport comme exutoire des frustrations collectives, ou comme distraction de la quotidienneté. Ce qui compte, c'est de participer. Dans le sens d'« être là ». Les amateurs de hockey d'autrefois suivaient leur sport tout l'hiver durant, de match en match. Les amateurs de jazz d'aujourd'hui emplissent leurs sens en quelques jours. Et passent ensuite à une autre passion.

Et puis les Montréalais ont été habitués à la qualité. C'est une caractéristique commune des festivals, grands prix, internationaux et tours qui font battre le coeur de l'île : ils sont tous de très haut niveau.

La métamorphose ne signifie pas nécessairement la mort des sports traditionnels. Mais pour sortir de la torpeur, le hockey et le baseball devront offrir un spectacle de grande qualité. Et (re)devenir un événement.

Il y a vingt ans, le congédiement d'un Felipe Alou aurait peut-être été vécu comme un quasi drame national. Aujourd'hui, après un sursaut médiatique et une brise de sympathie, les Montréalais ne songent plus qu'à BAR et Ferrari.

C'est pourquoi il n'y a pas lieu de pleurer sur la supposée petitesse du marché montréalais. Le marché n'est pas petit, il ose tout simplement être différent.

Montréal peut parfaitement vivre sans les Expos. Parce que Montréal est plus belle, plus originale, plus vivante que jamais.

Europe: la crise de croissance



AGNÈS GRUDA

agruda@lapresse.ca

Je m'arrête ou je continue? Stop ou encore? Un peu comme l'ado de la chanson de Plastic Bertrand, l'Europe est confrontée à une crise de croissance. Ou bien elle continue de grossir et de multiplier ses champs de compétence, se substituant de plus en plus aux États qui la composent — et qui risquent d'y perdre de gros pans d'autonomie. Ou bien elle met un frein à l'intégration, au risque de rester une créature un peu bâtarde, empêtrée dans sa bureaucratie.

Fin avril, le chancelier allemand Gerhard Schröder a plaidé en faveur d'une « fédéralisation » de l'Europe au sein d'une sorte de super-État doté de pouvoirs accrus. Le premier ministre français, Lionel Jospin, vient de rejeter ce modèle, lui préférant le concept de « Fédération d'États-nations », où la nation conserve toutes ses plumes.

Ces deux visions impliquent des changements institutionnels. Pour simplifier les choses, disons que le modèle allemand accentue le pouvoir du Parlement européen — c'est-à-dire celui des députés élus pour administrer les affaires de l'UE. Le modèle Jospin donne au contraire plus de place aux chefs d'État, donc aux pays qu'ils représentent.

Tout ce bricolage tourne autour d'un seul enjeu : le poids relatif des gouvernements nationaux dans les prises de décision européennes.

Entre ces deux pôles, il y a place pour toutes sortes de nuances et de solutions partielles. Il est question, par exemple, de bâtir une Europe à plusieurs vitesses où un « noyau dur » de pays iraient beaucoup plus loin sur la voie de l'intégration. Mais, même dans cette Europe d'avant-garde, on serait encore loin de former un nouveau pays. Les États demeureraient pleinement souverains, ne serait-ce que par leur capacité, le cas échéant, à retirer leurs billes.

Fédération? Confédération? Simple alliance internationale autour d'un marché commun? Le président tchèque Vaclav Havel, dont le pays doit rejoindre l'UE d'ici trois ou quatre ans, croit que la « nouvelle » Europe ne ressemblera à rien d'existant. « L'évolution de l'Europe va vers la formation d'une entité politique originale », a-t-il prédit dans une entrevue récente.

Si les positions sur la forme que doit prendre cette nouvelle entité varient, tous conviennent que le grand ménage est incontournable. D'abord parce que de traité en traité, l'Europe est devenue ultra complexe : il faut une grosse valise pour contenir tous les documents qui expliquent son seul mode de fonctionnement !

Mais surtout, parce que l'UE doit bientôt accueillir 12 nouveaux membres. Ses mécanismes décisionnels étaient à peu près fonctionnels à 15. À 27, la machine va s'embourber. Sans réforme, la prochaine greffe risque de paralyser l'animal. Mais après la réforme, l'UE ne sera plus la même. La paralysie ou la mutation génétique voilà en gros à quoi tient l'eurodillemme...

L'issue de ce débat ne peut reposer que sur un compromis. Car la solution idéale serait celle qui permettrait de maximiser la puissance du tout sans affaiblir ses parties — ce qui relève de l'utopie. La vision de Tony Blair, qui prône une « Grande-Bretagne forte dans une Europe puissante », peut servir de slogan ou de thème de monologue, mais c'est un programme difficile à réaliser.

Les partenaires européens se sont donné jusqu'en 2004 pour repenser l'Union. Leur débat aura des résonances de ce côté-ci de l'Atlantique, ne serait-ce que parce que nous sommes nous aussi en processus d'intégration continentale. Intégration beaucoup plus limitée. Mais intégration quand même.

Il y a au moins une leçon que l'on peut tirer de l'expérience européenne. Ainsi donc, des nations peuvent réfléchir ouvertement sur la nature de leurs liens et s'interroger sur la portée de leur « mariage ». Ce débat peut être fait dans une relative sérénité, sans entraver le libre cours des négociations. Mieux que ça, les citoyens, pas si bêtes, réussissent à comprendre de quoi il en retourne.

Voilà qui contredit les prémisses qui sous-tendent le débat sur la ZLEA. Malgré les promesses, les textes des négociations n'ont toujours pas été rendus publics. Otawa n'a toujours pas fait connaître sa position sur les aspects les plus délicats de la négociation. Et on se maintient au principe de base voulant que pour éviter les dérapages et les blocages démagogiques, il vaut mieux négocier derrière des portes closes.

Pendant ce temps, les chefs d'États européens n'ont pas peur d'exprimer leurs divergences et de mettre les sujets les plus délicats sur la table. Et curieusement, cela n'a pas empêché l'Europe d'avancer.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Drôles d'intérêts

VÉRONIQUE et Patrick se séparent : Gros titres !!!

Samedi, 5 heures du matin, 2500 personnes se déshabillent pour Spencer Tunick : les médias sont là.

Un couple de gays menacé par ses voisins : tous les médias en parlent.

Un camion se renverse au bord d'une route : on en a des images à tous les bulletins de nouvelles.

La meilleure école secondaire publique francophone au Québec, selon les palmarès du ministère de l'Éducation du Québec et de la revue *L'Actualité*, est menacée de fermeture par la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries et seuls le journal local et un média anglophone (*Pulse - CFCF*) sont sur place, le lundi 28 mai, à La-Prairie lors de la marche pacifique de soutien à l'école St-François —Xavier !!!

Tous les médias y étaient invités.

Que devons-nous comprendre ?

Que notre société n'a d'intérêt que pour des choses futiles ou que les journalistes, tous médias confondus, subissent des pressions de hautes sphères et que les nouvelles sont biaisées tout comme les consultations de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries ?

M. GUILLERMIN

Candiac

Non, pas OK !

L'ÉCOLE OÙ j'enseigne a reçu de magnifiques affiches pour pro-

mouvoir la fête nationale du Québec 2001 : « Et si on se lançait des fleurs... », proposent-elles. Encore faudrait-il les mériter !

Quelques affichettes avec le texte d'une chanson intitulée « Chez nous » d'un certain Daniel Boucher, accompagnaient le lot. Et là, ce fut une bien mauvaise surprise, un cadeau de mauvais goût qui n'a pas sa place dans une école :

C'tà mon tour d'ouvrir la maison chez-nous

Pis de pas m'gêner pour dire

Que je l'aime pis que c'est d'même

De que ça s'passe, de que j'ai l'goût

... Ça fait qu'à l'avenir, m'as dire Que ça m'tente de faire mes affaires, OK ?

Non, pas OK !!! Je ne suis absolument pas d'accord avec la distribution de ce texte comme outil de promotion de notre fête nationale ! À quoi a-t-on pensé en l'envoyant dans les écoles ? Le « promoteur » a été bien mal inspiré ou avisé : nos enfants ont besoin de textes évocateurs et d'une langue « correcte ». Nous travaillons toute l'année à cela !

Je trouve le fait d'autant plus choquant qu'en consultant le site fete-nationale.qc.ca, j'ai découvert qu'il existe bien une chanson-thème (anonyme, semble-t-il) qui dit ce qu'il faut et comme il le faut !

... Des mimosas qui disent « comment ça va »

Des roses blanches qui disent que tu me manques

Et des lilas pour dire ce qui n'se dit pas

Et des pervenches qui disent tout ce qu'on pense
On se lance des fleurs, on s'aime assez pour ça
Et on se sent le coeur à fêter ce pays
À fêter le Québec comme on fête un ami !

DANIELLE NICOLOPOULOS

Montréal

Drogue douce ?

MADAME Michèle Ouimet a écrit dans son article au sujet de la décriminalisation de la mari, paru dans la semaine du 22 mai, que celle-ci est moins dangereuse que la cigarette ou l'alcool. Pourtant il est reconnu maintenant que la mari a les mêmes effets sur les poumons que la cigarette, qu'elle provoque des problèmes de gorge et des infections des voies respiratoires, sans compter les problèmes de mémoire en cas de consommation fréquente. La dépendance se vit au plan psychologique plutôt que physique. De dix à quinze p. cent des utilisateurs de mari passent aux drogues dures après un certain temps. Les brochures des gouvernements québécois et canadien expliquent clairement les effets de cette drogue. Si l'alcool au volant peut tuer, de nombreux délits sont commis sous l'effet de la mari.

ODILE NEWMAN

Outremont

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE ?
Adresse électronique :
edito@lapresse.ca

Une bien faible popularité

C'EST AVANT le début de la saison de baseball que RDS nous annonçait une « importante » conférence de presse des Expos le lendemain. Le tout pour nous dire que les Expos allaient reprendre l'antenne à RDS cette saison. Pourquoi nous annoncer une conférence de presse dont ils connaissent déjà le contenu ? Pourquoi ne pas nous le mentionner directement ? Non, on a pris le téléspectateur pour un idiot : écoutez-nous demain soir, nous vous dirons ce que l'on sait déjà aujourd'hui.

La diffusion des matchs des Expos n'attire personne et il est évident que l'organisation montréalaise a offert un *package* télévisuel à prix réduit à RDS pour qu'elle accepte de reprendre la télédiffusion cette année. Jusque là, ça regarde bien pour les quelques dizaines d'amateurs des Expos. Ce qui vient me choquer par la suite, c'est de voir que RDS modifie sans cachette le contenu éditorial de son magazine *Sports 30 Mag*.

Dix-sept minutes en entrée de jeu sur le départ de Felipe Alou. Il était bien bon et bien aimé ce Felipe, mais même le départ de Montréal de Patrick Roy ne mérite pas une telle importance. Alors, lorsque je vois le chef d'antenne nous présenter la X^{ième} défaite des Expos devant ces dizaines de spectateurs s'étant probablement



Felipe Alou

trompés d'exposition ou de pièce de théâtre, je ne cesse de penser aux intérêts cachés que RDS a derrière tout ça avec ce contrat de télédiffusion. On tente de créer un engouement chez le téléspectateur pour augmenter l'auditoire et par ricochet, le prix de la publicité chargé aux annonceurs.

SVP, prenez l'assistance aux

matchs des Expos comme le plus bel indicateur de la popularité de ce sport à Montréal. On s'en fout ! Et cessez d'insister, notre main est si près de la télécommande.

PATRICK MORISSETTE

Felipe Alou, une perte ?

JEUDI, L'ANIMATEUR Jacques Tétrault entraînaient les auditeurs de CKAC dans le sentier des larmes, à la suite du congédiement de Felipe Alou. Et il parlait en mon nom car il disait que tous les Québécois étaient peinés de ce départ. Minute, papillon !

En quittant le Québec qui l'a reçu à bras ouverts, et avec des salaires mirobolants, l'entraîneur ne semblait pas embarrassé de donner ses dernières entrevues en anglais. Seigneur ! il était au Québec depuis 27 ans ! Ignorait-il que la seule langue officielle ici est le français ? Est-ce par un manque de bonne volonté, d'intérêt ou de talent qu'il n'a pas appris notre langue ?

En pleurnichards légendaires qui les caractérisent, les Québécois sortent leur mouchoir. En guise de remerciements, Alou leur dit : « Thank you very much » et il retourne aux Antilles dépenser les millions qu'il a gagnés ici.

C'est le privilège de M. Alou de ne pas aimer notre culture ; c'est son droit d'investir où il le veut mais ne comptez pas sur moi pour pleurer son départ.

ROYAL du PERRON

Montréal

RÉPLIQUES

Air Transat: un article mensonger et tendancieux?

DENIS JACOB

L'auteur est président-directeur général d'Air Transat.

Nous vous remercions de nous avoir consacré un article dans *La Presse* du samedi 5 mai, faisant suite au « récit » de Louise Cousineau sur Air Transat publié le samedi 28 avril.

Sur le fond, nous avons déjà présenté nos excuses à M^{me} Cousineau, à titre de cliente, pour l'incident dont elle a été victime, que nous déplorons. Nous réitérons ces excuses ici. Comme nous l'expliquons plus loin, nous sommes à pied d'oeuvre pour régler la situation particulière qui prévaut à Cuba et qui est à la source du problème.

Cela étant dit, il nous apparaît tout de même très important de faire valoir auprès de vous les éléments fondamentaux suivants.

Le récit de M^{me} Cousineau, par l'omission volontaire de faits importants, était mensonger et tendancieux.

Après des essais, en apparence infructueux, pour se faire rembourser un siège réservé à l'avance, M^{me} Cousineau a appelé la responsable des communications d'Air Transat, Seychelle Harding, le mercredi 18 avril. Cette dernière lui a alors expliqué en détail la situation particulière que vivent plusieurs compagnies aériennes à Cuba, notamment à Cienfuegos, et qui est probablement la cause véritable du problème de M^{me} Cousineau. À savoir que certains des préposés au comptoir d'enregistrement de l'aéroport, qui ne sont pas des employés d'Air



Denis Jacob

Transat mais plutôt des fonctionnaires cubains, « revendent » illégalement des sièges déjà réservés. Notre entreprise, comme les



Un appareil du transporteur montréalais Air Transat.

autres, est au fait de ces problèmes. Nous sommes en rapport avec les autorités cubaines pour rétablir la situation, mais nous n'avons pas le pouvoir de le régler seul. Nous y travaillons.

M^{me} Harding a également mentionné à M^{me} Cousineau qu'elle s'occuperait personnellement de son remboursement. M^{me} Harding a donc immédiatement fait les démarches nécessaires, pour constater que l'agent de voyage de M^{me} Cousineau avait en fait déjà été remboursé (c'est lui qui avait payé, et non la passagère) le 11 avril. M^{me} Harding a rappelé M^{me} Cousineau le vendredi 20 avril pour lui donner ces informations.

Tous les faits qui précèdent étaient connus de M^{me} Cousineau au plus tard le 20 avril (le cahier

vacances du 28 avril « fermait » le 25 avril) et aucun d'entre eux n'a été rapporté dans son article. Pire, M^{me} Cousineau affirme que nous ne lui avons pas donné de nouvelles et qu'elle n'est toujours pas remboursée, laissant entendre au lecteur que nous sommes systématiquement laxistes. En agissant de la sorte, M^{me} Cousineau, et par voie de conséquence votre journal avez, en toute connaissance de cause, publié un article incomplet, mensonger et dommageable.

La taille de l'article de M^{me} Cousineau, de même que le langage dramatique utilisé dans le titre étaient grossièrement disproportionnés par rapport au fait, somme toute mineur, qui est à sa source. Le jugement éditorial, à notre avis, a fait défaut.

Ce qui nous apparaît troublant ici, c'est de constater qu'une journaliste professionnelle, victime d'une mésaventure somme toute banale, puisse aussi facilement détourner la moitié d'une page d'un quotidien pour résoudre une affaire personnelle. Pire, y faire allègrement allusion à des expériences vécues par un collègue, par ailleurs non identifié, et se lancer dans des extrapolations dévastatrices qu'elle ne prend même pas la peine d'essayer d'étayer.

L'événement raconté occupe une place disproportionnée dans les pages de *La Presse*. En plus, fut-il arrivé à un touriste ordinaire, il n'aurait vraisemblablement pas eu droit à ce traitement. *La Presse* fait ici la démonstration avec éloquence que ses pages sont ouvertes à ses jour-

nalistes à des fins personnelles pour leurs règlements de comptes. Mais les émotions et tribulations personnelles des journalistes ne sont pas d'intérêt public.

À divers égards, mais surtout par son dernier paragraphe, cet article est une atteinte importante à la réputation de notre société, atteinte en flagrante disproportion, encore une fois, avec la nature de l'incident, et ce d'autant plus que M^{me} Cousineau avait été informée de faits qui auraient dû lui faire nuancer fortement son article et sa chute.

Le titre de l'article, très dramatique, et sa chute, que nous assimilons à une attaque grave et gratuite, nous causent plus de dommage parce que ce « récit » est signé par un journaliste a priori crédible pour le lecteur non averti.

Nous transportons près de 4 millions de passagers par année et il arrive que des erreurs surviennent, bien que nous et notre personnel tentions de les éviter. Il arrive que nos clients formulent des plaintes et c'est normal. Il arrive aussi que les médias en parlent, et c'est normal. Mais est-il normal que le souci de l'exactitude, l'intégrité, le jugement aient été mis de côté au profit d'un mouvement d'humeur? Vous conviendrez avec moi que lorsque les médias abusent de leur pouvoir, ils minent de l'intérieur leur propre crédibilité.

Reconnaissante

Cher Monsieur, malgré que vous ayez vendu mon siège à un autre passager lors de mon retour de Cuba, je vous suis infiniment reconnaissante parce que je suis toujours en vie. Une entreprise qui n'est pas capable de contrôler l'employée qui donne les cartes d'embarquement a-t-elle de l'autorité sur les techniciens qui mettent de l'essence dans l'avion? Tout le long du retour, je me suis demandée comment votre avion avait été soigné à Cuba. Mieux que moi, semble-t-il, et j'en suis bien heureuse.

Louise Cousineau

Le Fonds de Solidarité recherche plus que les rendements

GUY VERSAILLES

L'auteur est vice-président aux communications, au marketing et aux relations publiques du Fonds de solidarité de la FTQ.

Contrairement à ce qu'affirme monsieur Martin Richard dans votre édition du 22 mai, je n'ai jamais affirmé que l'objectif du Fonds de solidarité FTQ est uniquement « d'obtenir les meilleurs rendements et les meilleures performances pour ses investissements ».

Dans l'article cité par monsieur Martin, cette affirmation est faite par le journaliste et ne m'est pas attribuée comme une citation. Si le journaliste avait formulé ainsi sa pensée lors de notre conversation, j'aurais répondu, comme je le fais toujours, que nos objectifs sont multiples.

Nous recherchons à la fois la création et le maintien de l'emploi et l'obtention d'un rendement raisonnable pour nos actionnaires. Cette philosophie, très clairement

inscrite dans nos rapports annuels et nos documents de présentation, nous amène à considérer bon nombre d'investissements que d'autres institutions financières refusent parce qu'elles les considèrent insuffisamment rentables et à en refuser d'autres parce que les conditions de travail au sein de l'entreprise ne répondent pas à nos standards.

Avant d'investir, nous examinons l'état des relations de travail. Après l'investissement, le Fonds gère l'investissement et n'intervient pas sur un éventuel processus de syndicalisation car tel n'est pas sa mission.

La philosophie du Fonds est très claire. Nous sommes pour la création et le maintien d'emplois de qualité, dans des entreprises où règne un climat de travail sain. Nous observons cette philosophie dans notre prise de décision. Il revient ensuite aux employés de décider eux-mêmes de se syndiquer ou non et aux instances syndicales de jouer le rôle qui est le leur.

Les pharmaciens sont une mauvaise cible

CLAUDE GAGNON

L'auteur est président de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le texte de Monsieur Pierre Foglia du samedi 19 mai dernier, intitulé « L'altruisme des primates », alors qu'il réfléchissait sur l'altruisme des pharmaciens. Cette histoire me donne l'opportunité de soulever la problématique du médicament d'exception, car il n'est pas rare qu'un patient doive attendre une autorisation de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) afin d'obtenir un médicament généralement non couvert. Il me donne aussi l'occasion de rappeler combien les pharmaciens font preuve quotidiennement, dans leur pratique, de compassion et de sympathie à l'endroit de leurs patients.

Le cas de Patrick Bélisle, qui attendait une décision de la RAMQ afin que le pharmacien puisse lui remettre un médicament d'une valeur de 1319,38 \$, n'est que l'illustration d'une situation qui se présente fréquemment en pharmacie et il est vrai que l'attente de « cette simple formalité bureaucratique », comme le soulignait Monsieur Foglia, peut tourner au cauchemar pour le patient et son pharmacien.

Il est important de savoir que les pharmaciens, dans le cas particulier des médicaments d'exception, ne sont que les derniers intervenants d'un processus décisionnel hors de leur contrôle. La demande d'autorisation doit être dûment remplie par le médecin et traitée ultérieurement par la RAMQ dans un délai raisonnable. Mais ce n'est pas toujours le cas. D'ailleurs, selon des informations que nous tenons de la RAMQ, le nombre de demandes est passé de 1500 par semaine en 1998 à plus de 3700 aujourd'hui et le délai de réponse de 48 heures à six jours en moyenne. Cela est inacceptable.

En aucun temps, le pharmacien n'a le pouvoir d'intervenir dans ce processus. Par ailleurs, lorsqu'un délai indu d'autorisation se pointe à l'horizon, c'est lui qui doit transiger avec le patient en attente de son médicament. Bien souvent, c'est le pharmacien qui, dans sa volonté de bien servir son patient et lui venir en aide, tente de trouver la raison du retard et fait pression pour que la réponse lui parvienne le plus rapidement possible.

C'est justement par compassion et sympathie à l'endroit de son patient que le pharmacien exécute ces démarches, parce qu'il est conscient qu'il s'agit plus souvent qu'autrement de médicaments dispendieux que son patient n'a pas les moyens de s'offrir. Mais sans autorisation, le pharmacien peut-il se permettre d'assumer le risque au nom d'erreurs ou de délais causés par autrui? Et si oui, combien de temps pourra-t-il tenir le « coût »? Combien de milliers de dollars devra-t-il avancer sans avoir l'assurance qu'il sera remboursé?

Les pharmaciens communautaires sont des professionnels qui rendent des services de santé et qui ont des obligations financières. Rendre service à un patient est une chose, assumer les frais d'une décision qui n'arrive pas en est une autre.

Alors que le système de santé prend le virage ambulatoire et que les hôpitaux gardent les gens le moins longtemps possible; à une époque où les avancées technologiques font en sorte que des médicaments efficaces mais dispendieux sont maintenant disponibles à l'extérieur des centres hospitaliers pour soulager les patients et traiter plusieurs maladies, il serait peut-être temps de rendre le système plus efficace. Pour le reste, il faut viser ailleurs. Les pharmaciens sont une mauvaise cible.

Chronique mondaine?

MARIE-LOURDES VALCIN

J'ai été plusieurs fois tentée d'écrire à *La Presse* pour protester contre les excès et les abus de langage du critique musical Claude Gingras. Du haut de son pupitre, M. Gingras distribue les notes de passage et les mentions, renvoie à leur copie les nombreux artistes qui ne trouvent pas grâce à ses yeux, multiplie les épithètes assassines et verse aisément dans la démesure et la critique personnelle. Yannick Nézet-Séguin en a pris pour sa taille, Louis Quilico pour la condition sociale de sa famille, et j'en passe.

Mais l'article qui, à mon avis, illustre le plus éloquemment la démesure et le manque de rectitude de M. Gingras est la critique du récit donné par Martha Argerich (piano) et Ivry Gitlis (violon) à la Salle Claude-Champagne, le dimanche 13 mai dernier (voir *La Presse* du 14 mai). D'entrée de jeu, ce récit est présenté comme une autre « étrangeté » d'Argerich. Si toutes les étrangetés avaient le don d'attirer un public aussi prestigieux (« à peu près tout ce que Montréal compte de musiciens »), je dirais Vive l'étrangeté!

Sur le plan musical, le jugement est très sévère pour le violoniste. La pianiste, pour sa part, est créditée d'un jeu « extrêmement solide et brillant », mais la petite flèche assassine est quand même décochée au passage (« un rien vulgaire, comme d'habitude »). Les allusions personnelles ne manquent pas.

Claude Gingras nous apprend ainsi qu'Ivry Gitlis (79 ans) pourrait être le père de Martha Argerich (quel rapport?), désigne Charles Dutoit comme l'« ex-mari » de la pianiste (là encore, quel rapport?) et fait un clin d'oeil cynique-ironique au « couple » (les guillemets ne sont pas de moi) formé par les deux musiciens.

On peut approuver les aspects techniques de la critique, on peut même tolérer les allusions personnelles ou en sourire, mais de là à admettre que des musiciens de la trempe d'Argerich et Gitlis soient traités de « clochards », il y a un gouffre que je refuse de franchir. C'est pourtant bien le terme que Claude Gingras utilise pour qualifier les deux musiciens, et je cite: « De noir vêtus, assez négligemment du reste, on dirait deux clochards ». Ajoutant la méchanceté à l'insulte, M. Gingras va jusqu'à décrire Ivry Gitlis comme « un mélange de Léo Ferré et de mime Marceau » (un vieux clown, presque). Il se sent obligé de préciser que ce n'est pas une méchanceté mais une description... De toute manière, que vient faire la description physique (négative ou flatteuse) de l'artiste dans la critique d'un récit de musique classique? M. Gingras devrait résister à la tentation de mélangier les genres: la critique musicale et la chronique-satire mondaine ne font pas bon ménage.

Au total, l'article de Claude Gingras est un anti-modèle de critique.



« Les pharmaciens communautaires sont des professionnels qui rendent des services de santé et qui ont des obligations financières. Rendre service à un patient est une chose, assumer les frais d'une décision qui n'arrive pas en est une autre », pense l'auteur de ce texte.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
4 juin 2001

Page A12 manquante